



**CTB**

**AGENCE BELGE  
DE DÉVELOPPEMENT**

# **RAPPORT ANNUEL 2011**

**PROGRAMME PILOTE DE REHABILITATION ET DE  
DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES  
D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET  
D'ASSAINISSEMENT EN RDC**

**PROJET AEPA KINDU MANIEMA  
RDC0504312 ET RDC0708811**



DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPa-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

<b>ABRÉVIATIONS</b> .....	<b>4</b>
<b>1 FICHE PROJET</b> .....	<b>5</b>
<b>2 RÉSUMÉ</b> .....	<b>7</b>
2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	8
2.2 POINTS SAILLANTS .....	8
2.3 RISQUES CLE.....	10
2.4 LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS CLE .....	10
<b>3 ANALYSE DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>12</b>
3.1 CONTEXTE.....	12
3.1.1 <i>Evolution du contexte</i> .....	12
3.1.2 <i>Ancrage institutionnel</i> .....	12
3.1.3 <i>Modalités d'exécution</i> .....	13
3.1.4 <i>Dynamique « Harmo »</i> .....	13
3.2 OBJECTIF SPECIFIQUE.....	14
3.2.1 <i>Indicateurs</i> .....	14
3.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	15
3.2.3 <i>Risques et hypothèses</i> .....	17
3.2.4 <i>Critères de qualité</i> .....	19
3.2.5 <i>Impact potentiel</i> .....	19
3.2.6 <i>Recommandations</i> .....	20
3.3 RESULTAT 1 .....	21
3.3.1 <i>Indicateurs</i> .....	21
3.3.2 <i>Bilan des activités pour atteindre R1</i> .....	22
3.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	22
3.3.4 <i>Risques et hypothèses</i> .....	23
3.3.5 <i>Critères de qualité (R1)</i> .....	25
3.3.6 <i>Exécution budgétaire</i> .....	25
3.3.7 <i>Recommandations</i> .....	25
3.4 RESULTAT 2.....	26
3.4.1 <i>Indicateurs</i> .....	26
3.4.2 <i>Bilan des activités pour atteindre R2</i> .....	27
3.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés (R2)</i> .....	27
3.4.4 <i>Risques et hypothèses</i> .....	29
3.4.5 <i>Critères de qualité (R2)</i> .....	30
3.4.6 <i>Exécution budgétaire</i> .....	31
3.4.7 <i>Recommandations</i> .....	31
3.5 RESULTAT 3.....	32
3.5.1 <i>Indicateurs</i> .....	32
3.5.2 <i>Bilan des activités pour atteindre R3</i> .....	32
3.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	33
3.5.4 <i>Risques et hypothèses (R3)</i> .....	34
3.5.5 <i>Critères de qualité (R3)</i> .....	35
3.5.6 <i>Exécution budgétaire</i> .....	35
3.5.7 <i>Recommandations</i> .....	35
3.6 RESULTAT 4.....	36
3.6.1 <i>Indicateurs</i> .....	36
3.6.2 <i>Bilan des activités 2011 pour atteindre R4</i> .....	36

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

3.6.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	36
3.6.4	<i>Risques et hypothèses (R4)</i> .....	37
3.6.5	<i>Critères de qualité (R4)</i> .....	38
3.6.6	<i>Exécution budgétaire</i> .....	38
3.6.7	<i>Recommandations</i> .....	38
3.7	<b>RESULTAT 5</b> .....	39
3.7.1	<i>Indicateurs</i> .....	39
3.7.2	<i>Bilan des activités 2011 pour atteindre R5</i> .....	39
3.7.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	39
3.7.4	<i>Risques et hypothèses (R5)</i> .....	39
3.7.5	<i>Critères de qualité (R5)</i> .....	40
3.7.6	<i>Exécution budgétaire</i> .....	40
3.7.7	<i>Recommandations</i> .....	40
4	<b>THÈMES TRANSVERSAUX</b> .....	41
4.1	GENRE.....	41
4.2	ENVIRONNEMENT .....	41
5	<b>DÉCISIONS PRISES PAR LA SMCL &amp; SUIVI</b> .....	42
6	<b>LEÇONS APPRISES</b> .....	43
7	<b>ANNEXES</b> .....	44
7.1	CADRE LOGIQUE .....	44
7.2	ACTIVITES M&E .....	44
7.3	RAPPORT “BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M)” .....	44
7.4	BENEFICIAIRES.....	44
7.5	PLANIFICATION OPERATIONNELLE Q1-2012 .....	46



DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

## 1 Fiche projet

Codes Navision	RDC 0504312 et RDC 0708811
Numéro d'intervention	N***
Nom abrégé	Programme AEPA, Projet de Kindu Maniema
Date de signature de la Convention Spécifique RDC 0504312	12/10/05 (accord valable pour 6 ans > oct. 2011)
Date de signature de la Convention Spécifique RDC 0708811	20/12/07 (accord valable pour 4 ans > dec. 2011)
Date de signature de la CMO RDC 0504312	10/01/07
Date de signature de la CMO RDC 0708811	20/12/07
Date de démarrage	Janvier 2007 et BEP Kindu le 1 <sup>er</sup> mai 2007
Date initiale de clôture du Programme	11/10/2011 (fin de validité de la CS phase 1)
Date envisagée de clôture du BEP Kindu	30/04/2011 (après les 48 mois prévus)
Source de financement RDC 0504312	DGCD : 1.486.943 €
Source de financement RDC 0708811	DGCD : 1.177.400 €
Mode de gestion	Régie
Secteur d'intervention	Infrastructures de base
Ministère de tutelle	Ministère de l'Energie / CNAEA
Localisation	Province du Maniema
Budget total (EUR)	2.664.343 €
Déboursement au 31 décembre 2010	1.592.305 € (60% du total)

### Contexte

- Faiblesse du taux d'accès à l'eau potable dans la province du Maniema (20 % de la population a accès à l'eau potable)
- Croissance accélérée des villes et leur périphérie (Kindu compte plus de 250.000 habitants situées de part et d'autre du fleuve Congo).
- Poids de la corvée de l'eau chez les femmes et les jeunes (plus de 3 heures par jour et plus de 2 km à parcourir pour la recherche de l'eau)
- Forte prévalence des maladies liées à un manque d'eau ou d'hygiène.
- Absence d'eau potable en périphérie de Kindu.

### Objectif global

Améliorer les conditions de vie des populations rurales et péri urbaines de Kindu en leur assurant un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement.

### Objectif spécifique

L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans des zones périphériques de Kindu pendant que les mécanismes sont mis en place pour répliquer les expériences.

### Bénéficiaires directs

145.000 personnes, vivant dans la ville de Kindu (quartiers Tokoloté, Brazza, Lumbulumbu-

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

Makopo, RVA et Basoko), la commune d'Alunguli (rive Est de Kindu), ainsi que dans la petite ville minière de Kailo.

### *Points forts*

- Réponse à la nécessité de mettre en place des solutions alternatives pour les populations n'ayant pas accès au réseau de la REGIDESO,
- Le coût du service de l'eau est facilement pris en charge par la population,
- Gestion autonome par les structures associatives des réseaux mis en place,
- Implication des bénéficiaires dans tout le processus d'exécution du projet.

### *Impact du projet*

- Diminution des maladies d'origine hydriques,
- Amélioration de l'hygiène domestique,
- Diminution de la corvée de l'eau surtout pour les femmes et fillettes,
- Créations d'emplois permanents et temporaires (fontainiers, agents d'exploitation, personnel de gestion),
- Renforcement de l'esprit associatif et augmentation du poids décisionnel des bénéficiaires.

### *Activités transversales*

#### *Genre*

Les femmes sont les premières bénéficiaires d'un accès à l'eau saine disponible à proximité. Ces femmes ainsi que les jeunes filles ayant parfois quitté l'école pour la corvée de l'eau y consacrent plusieurs heures par jour. Le Programme porte une attention particulière à la représentativité des femmes dans les structures de gestion des ouvrages d'eau, elles sont prioritairement choisies pour la vente de l'eau aux Bornes Fontaines.

#### *Santé*

La réalisation de réseau de distribution d'eau potable limite l'utilisation d'une eau impropre à la consommation humaine. La disponibilité de cette eau contribue à une diminution significative des maladies d'origine hydrique.

### *Durabilité de l'impact*

La mise en œuvre et le suivi des activités ainsi que la formation des ressources humaines locales contribuent à accroître les connaissances et aptitudes tout en permettant d'assurer la pérennité des actions du projet.

L'implication des populations dans le processus de mise en place du projet est une assurance de pérennité de l'action. Les populations des quartiers bénéficiaires sont organisées en assemblées générales, conseil d'administration et unités de gestion qui sont directement responsables de la gestion des réseaux d'eau.

### *Personnel du BEP*

- Expert international, Chef du projet : à mi-temps au début, temps plein après 1 an : 1
  - Expert national, Adjoint du Chef de projet : 1
  - Expert national, Animations et formations : 1
  - Ingénieurs et techniciens (chefs de chantiers et approvisionnements : 4
  - Personnel d'appui (comptable, caissier, magasinier, chauffeur-mécanicien) : 4
- AU TOTAL : 11 personnes

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

## 2 Résumé

Dans l'objectif de construire et de mettre en fonction 5 mini-réseaux, le Bureau du projet AEPA Kindu a mené pendant 4 ans et 8 mois quatre types d'activités :

- 1) des recherches de sources et les travaux de captage en régie
- 2) des études topographiques ; calculs des réseaux et préparation des appels d'offres
- 3) La construction en régie de 2 réseaux AEP,
- 4) des actions sociales (software) de communication et de formation des associations ASBL chargées de gérer les réseaux.

Les premières études ont été faites en régie en 2007 et 2008. Les études finales ont été confiées début 2009 à un prestataire, VSI Afrique, qui n'a rendu le 5eme et dernier dossier que fin 2010, avec plus d'un an de retard. De son côté, le BEP a réalisé en régie tous les travaux de captage des sources : Lumata en 2009, Kasoa, Mususa et PK9 en 2010. Les travaux de captage des sources PK9 sont à peine terminés fin 2011 puisque qu'il y a encore 2 émergences à raccorder à la conduite principale. En 2010, le forage du réseau Basoko a été débouché et testé par une société prestataire belge. Les ressources en eau sont donc assurées pour les 5 réseaux étudiés.

Le marché public RDC 914 pour la construction des 3 réseaux de la phase I a trainé en longueur. Inquiétés par le temps perdu, nous avons décidé en juin 2010 de construire en régie le plus petit AEP - quartier RVA de Kindu - de manière à pouvoir en inaugurer au moins un au plus tôt. Le mois suivant, nous avons aussi décidé de construire en régie le réseau de la ville minière de Kailo (phase II), isolée en forêt où aucune entreprise privée ne voudrait s'aventurer. Le réseau RVA a finalement été mis en fonction en mai 2011 après un an de travaux. Celui de Kailo a été mis en fonction début novembre 2011 et n'est pas complètement terminé en décembre. Les travaux de construction en régie des deux AEP ont finalement régulièrement avancé malgré les nombreuses difficultés logistiques.

Le marché RDC 914 lancé mi-2010 pour la construction du réseau Basoko, le quartier nord de Kindu, n'a été attribué finalement attribué que le 31 janvier 2011 pour un montant double du prix envisagé. L'entreprise GETRACO n'est pas à la hauteur du défi à relever et n'a pas pu tenir les délais. A peine 5% des travaux sont réalisés après 9 mois d'exécution et les menaces ne font rien. Il faudra très probablement résilier leur contrat et reprendre les travaux en régie début 2012 !

Il ne reste plus d'argent pour construire le grand réseau Tokolote Brazza alimenté par les sources Lumata. La même difficulté se présente pour la phase 2 puisque la construction du réseau de Kailo a absorbé environ 330 mille Euros, le double de nos prévisions. Nous ne pourrions pas non plus construire le grand réseau d'Alunguli. Le coût réel des travaux montre que le budget estimé était moitié de ce qui serait nécessaire pour réaliser ces grands travaux. Le budget total de 2,6 millions d'Euros aura permis d'apporter l'eau potable à environ 53 mille personnes ce qui représente un investissement de 53 € / personne, 2 fois plus que prévu, mais toujours 2 fois moins que la Regideso.

D'autre part, le travail de constitution et de formation des associations d'utilisateurs, ASUREP, s'est poursuivi en 2011. Mais les insuffisances théoriques et pratiques de l'équipe se sont révélées cette année un lourd handicap pour accompagner la mise en fonction des réseaux. Les erreurs s'accumulent, tout le monde apprend et le professionnalisme fait défaut. Or, le coût des déplacements vers Kindu versus le budget résiduel n'a pas permis d'envisager un appui de Kinshasa. Le travail de l'équipe d'animation pour 2011 est globalement médiocre ; aussi l'équipe doit être refondue pour pouvoir poursuivre efficacement l'accompagnement des ASUREP en 2012.

En conclusion, la mise en service de deux réseaux construits en régie s'est faite en 2011. L'expérience démontre combien toute planification est futile au Maniema. Il est difficile ici de faire en 2 ans ce qu'on fait ailleurs en un.

Le troisième réseau dont la construction a été confiée par MP à une société privée est très en retard. Ce marché est un échec qui n'a rien d'étonnant vu le contexte social et géographique très difficile de la Province. Enfin, les deux plus grands réseaux de Tokolote Brazza et d'Alunguli n'ont pu être construits par manque de fonds et de temps. C'est une grande déception pour nous tous. C'est d'autant plus regrettable que les travaux d'aménagement et de captage des sources ont été faits à grands frais durant trois années. Seul un nouveau financement permettrait de terminer ce travail.

## 2.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Efficienc	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique	<b>B</b>	<b>B</b>	<b>C</b>
Résultat 1	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>A</b>
Résultat 2	<b>D</b>	<b>D</b>	<b>D</b>
Résultat 3	<b>D</b>	<b>D</b>	<b>D</b>
Résultat 4	<b>D</b>	<b>D</b>	

Budget	Dépenses pour 2011	Dépenses totales au 31/12/2011	Solde budget	Taux d'exécution
<b>2 664 343</b>	<b>1 146 000</b>	<b>2.774 000</b>	<b>-110 000</b>	<b>104%</b>

NB : les chiffres sont encore approximatifs au moment de la rédaction du rapport car la comptabilité de novembre et décembre n'est pas clôturée.

Ces chiffres des dépenses incluent l'engagement sur RDC 0504312 restant à payer en 2012 pour le lot 1 du marché RDC 914, d'un montant de 218 186,50 Euros.

## 2.2 Points saillants

Seules les constructions entreprises en régie ont pu être réalisées bien qu'accumulant d'importants retards rétifs à toute tentative de planification. La construction du réseau de Basoko attribuée par marché public a pris un retard fatal et ne pourra pas être réalisée à la date de clôture du projet en décembre 2011. Le budget initial représente environ 50% de ce qui aurait été nécessaire pour réaliser les 5 réseaux prévus. Ceci est partiellement dû au fait que les offres des entreprises sont surévaluées afin de couvrir les risques liés à l'isolement géographique de la Province



DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

du Maniema et à son contexte corrompu. Les 3 réseaux que l'on pourra finalement mettre en fonction ne couvriront que le tiers de la population visée par les études (53 mille des 145 mille personnes de l'objectif spécifique).

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

## 2.3 Risques clé

En fin d'année 2011 et à la clôture du projet, il apparaît clairement que les ASUREP sont trop nouvelles pour pouvoir jouer leur rôle de manière autonome. Le DTF du projet prévoit un accompagnement de 2 ans ; c'est donc la durée à prévoir à partir de la fin 2011 qui est malheureusement la date de clôture du projet. **Fin 2011, il est certain que la viabilité des 2 réseaux fonctionnels est nulle si cet accompagnement n'est pas réalisé.** C'est principalement pour cette raison qu'une demande d'extension de la Phase 1 du projet a été préparée et présentée en SMCL à Kinshasa fin septembre 2011.

## 2.4 Leçons apprises et recommandations clé

Leçons apprises	Public cible
L'expérience de AEPA Kindu montre que la réalisation d'infrastructures hydrauliques au Maniema est très difficile. Les entreprises découvrent à leurs dépends les handicaps de cette Province. Seuls les travaux faits en régie ont abouti.	
La vitesse de traitement des dossiers de la cellule des Marchés Publics et sa distance avec les réalités de l'intérieur du pays sont généralement incompatibles avec le contexte de fonctionnement des entreprises de la RDC	Responsables de programme, Représentant résident
Le délai de soumission des offres pour les marchés de construction (tels que le RDC 914) à faire dans des zones reculées doit permettre aux entreprises éloignées (et étrangères) d'envoyer sur les lieux des personnes qualifiées et de leur laisser le temps de faire une étude de terrain précise. Sans cela, les offres sont bâclées et nécessairement surestimées, ou bien les sociétés sérieuses abandonnent le marché.	Bureau d'Exécution de Projet, Cellule des marchés publics, Cellule d'Appui Technique, Project Manager.
L'assistant technique international est constamment sollicité pour générer des documents administratifs ou financiers toujours « prioritaires » sur les opérations. Au final, Ceci le détourne de sa fonction principale d'accompagnateur et de formateur des personnels qu'il encadre. Sa mission de développeur est corrompue, voir annihilée par une charge administrative parfois rebutante qui ne correspond pas au titre officiel de sa fonction.	Direction de la CTB

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Prolonger le fonctionnement du BEP réduit en 2012 pour terminer les travaux du lot 1 RDC 914, construire les bureaux des ASUREP et rechercher un financement supplémentaire pour construire les 2 grands réseaux de Tokolote et Alunguli.	3.2.2 & 3.3.3	SMCL Kinshasa de sept 2011	ASAP Q1-2012
S'assurer que le contexte local s'est amélioré avant de financer les travaux de construction des deux grands réseaux de Tokolote et Alunguli. Consolider l'ancrage institutionnel.	3.2.3 et 3.2.5	Direction des opérations / Resp. du programme	S2-2012
Eviter de faire faire des travaux de construction par des entreprises extérieures et favoriser le travail en régie avec le personnel déjà formé et qui a fait ses preuves. (contexte du Maniema)	3.1.3 et 3.2.2 et 3.3.3	Resp. du programme	
Prolonger l'appui et la formation des ASUREP pendant 2 ans en 2012 et 2013 après avoir réorganisé notre équipe d'animation.	DTF et 3.2.2 et 3.4.3	SMCL Kinshasa de sept 2011	Financement à assurer pour S2-2012 et 2013

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

## 3 Analyse de l'intervention

NB : Les analyses tiennent compte de la mise en œuvre simultanée des 2 phases du projet et incluent donc les objectifs et les chiffres des 2 phases cumulées RDC 0504312 et RDC 0708811.

### 3.1 Contexte

#### 3.1.1 Evolution du contexte

La situation administrative s'est considérablement dégradée en 2011 car l'équipe du gouvernement provincial, divisée par différents intérêts politiques et personnels, n'a pas été capable de gérer les affaires. Chaque fonctionnaire peut occuper une place de guichetier pour tirer profit de sa position en toute impunité. **Notre projet ne distribuant pas d'argent, nous avons été totalement ignorés par nos « soi-disant » partenaires.** Nous n'avons jamais été reçus en audience par le Gouverneur en place depuis juillet 2010 ! Les services du cadastre ont freiné les dossiers, on a saisi un terrain que nous avons fait réserver pour le réseau Basoko, etc. **Notre coopération n'est plus qu'une coquille vide.** Depuis la mi-2011, la préparation des élections absorbe entièrement l'Administration locale. L'absence d'autorité publique jette un flou critique sur l'ensemble de la gestion de la Province. Lors de la visite du Président Kabila en Novembre, la foule rassemblée devant la tribune officielle a hué et insulté le Gouverneur.

#### 3.1.2 Ancrage institutionnel

L'ancrage institutionnel a évolué au cours de la mise en œuvre du projet. Le DTF de la phase 1 attache le projet au Comité National d'Action pour l'Eau et l'Assainissement (CNAEA), au Ministère de l'Energie, au Ministère de Développement Rural et au Ministère de la Santé Publique dont les représentants sont membres de nos SMCL et comités de pilotage locaux.

Le DTF eau de la phase II (RDC 07 088 01) précise : Aujourd'hui, la décentralisation se met en place et la nouvelle constitution prévoit clairement que l'eau est une responsabilité exclusive des provinces. Il convient dès lors de travailler avec les ministres provinciaux de l'agriculture et du développement rural qui ont l'eau potable et l'assainissement en milieu rural dans leurs attributions, notamment au travers de la tutelle qu'ils exercent sur le SNHR. **La signature de la convention spécifique, qui doit toujours se faire au niveau national avec le ministère des affaires étrangères, désignera le CNAEA comme partenaire du projet.** C'est en effet cette structure interministérielle qui est la mieux placée pour répartir les responsabilités entre les ministères techniques et pour ménager les sensibilités des uns et des autres.

**BILAN :** Lors de la visite à Kindu du secrétaire exécutif du CNAEA au début de 2010, les membres de notre comité de pilotage paraissaient reconnaître l'autorité de cette institution. Mais le CNAEA ne nous a fourni aucun appui en 2011, ni localement, ni à

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

Kinshasa. Le CNAEA est une institution qui a du mal à s'affirmer et reste virtuelle au Maniema. Le secrétaire exécutif local du CPAEA est indisponible (lui aussi) et n'est donc pas un partenaire. En pratique, le projet AEPA est ancré sur l'administration du gouvernement provincial, administration malheureusement en perdition depuis bientôt 2 ans.

**Score :** L'ancrage institutionnel n'est pas approprié au contexte désorganisé et anarchique qu'a apporté une décentralisation trop précoce du Maniema.

### 3.1.3 Modalités d'exécution

La modalité d'exécution la plus contraignante et qui porte une lourde responsabilité dans la lenteur des résultats est l'idée de base de faire réaliser les réseaux AEP par des sociétés choisies par appel d'offres. On a essayé de grouper la construction des 3 réseaux de la phase 1 dans un même marché de 3 lots. La passation des marchés s'est avérée lente et laborieuse. Au lieu de négocier avec une ou deux sociétés de construction qualifiées et reconnues au Maniema, nous avons fait un appel d'offres en procédure ouverte et attribué par adjudication ce qui a fait fuir les gens fiables mais chers et attiré les aventuriers. Sur 3 offres reçus, la seule offre recevable a été finalement choisie : cette société n'a finalement pas les capacités financières et logistiques pour travailler au Maniema. Si nous n'avions pas décidé de construire 2 réseaux en régie, nous n'aurions à présent aucune AEP réalisée.

Le DTF requiert aussi l'accompagnement des associations gestionnaires des réseaux par des « interfaces techniques d'accompagnement » locales. Or le niveau de connaissances et d'expérience des ITA de Kindu est très faible. D'autre part, aucun organisme sérieux de Goma, Bukavu ne daigne venir s'enterrer à Kindu. Le climat météorologique comme social fait peur aux Congolais. De même, le coût des déplacements est tel que nous ne pouvons pas recourir à un prestataire de service qualifié de Kinshasa. Nous restons donc à mariner dans notre médiocrité qui s'est affirmée en 2011.

**Score :** Ces modalités d'exécution se révèlent inadaptées au contexte du Maniema.

### 3.1.4 Dynamique « Harmo »

Au Maniema, ne sont acteurs influant la dynamique du projet que les personnes qui y trouvent un intérêt financier : Ni les représentants des groupements d'ONGD, ni les « représentants de la société civile » de Kindu n'ont d'autre action que celle de venir prendre leur « coca » et leurs petits gâteaux lors des réunions de comité de pilotage auxquelles ils sont invités. Même nos partenaires officiels locaux dont les représentants changent à chaque réunion ne connaissent pas les bases du projet et ne montrent aucun intérêt autre que la question : « Et moi, qu'est-ce que je gagne de votre projet ? ». Seuls quelques directeurs des services déconcentrés de l'Etat (Energie, Développement rural, etc.) montrent une certaine motivation mais ils sont écrasés par les effets de la décentralisation qui a installé à leur place des ministères provinciaux majoritairement incompetents et vénaux.

Ceux qui répondent à la définition du concept « acteurs » sont donc nos agents et les employés des quelques organismes ITA avec lesquels nous travaillons régulièrement. Ceux-ci contribuent obligatoirement à atteindre l'objectif spécifique. Par contre, le partenaire officiel qu'est le gouvernement provincial ne participe plus depuis la mi-

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEP-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	--	--	----------------------------------	------------------

2010 à la réalisation des objectifs.

## 3.2 Objectif spécifique

Permettre à 145.000 personnes réparties dans la province du Maniema de disposer d'eau potable et de recevoir une éducation aux bonnes pratiques de l'hygiène.

### 3.2.1 Indicateurs

<b>Objectif spécifique:</b> Permettre à 145.000 personnes réparties dans la province du Maniema de disposer d'eau potable et de recevoir une éducation aux bonnes pratiques de l'hygiène.						
Indicateurs	Valeur Baseline'	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Valeur Cible année 2011	Valeur cible	Commentaires
Cinq réseaux AEP sont construits [3 AEP alimentant environ 67.000 personnes (Phase I) et 2 autres réseaux pour Alunguli 65.000 habitants et Kailo 15.000 habitants (Phase II)].	0	1,5	2,5	3	5	Deux réseaux en fonction fin 2011. Etudes de 5 AEP réalisées, Toutes les ressources en eau captées. Un réseau en cours de construction par une société pas assez expérimentée : très en retard sur le calendrier proposé. <b>Deux réseaux non construits par manque de fonds et de temps.</b>
Six structures communautaires gèrent les ouvrages (3 pour la phase I et 3 pour la phase II) et fournissent de l'eau potable pendant au moins 350 jours par an.	0	4	6	6	6	Les associations ASUREP pour les 5 réseaux sont constituées et leur formation a s'est poursuivie en 2011. Mais seulement 2 assurent (sous tutelle) à présent le service de distribution d'eau.
Les Interfaces Techniques et d'Accompagnement (ITA) réalisent des études et des ouvrages suivant les normes et ont les capacités pour accompagner les communautés dans la mise en place des structures de gestion des ouvrages.	0	50%	50%	50%	100%	Les ITA techniques sont au travail (Société GETRACO et ASBL SVC), mais en nombre insuffisant. Une ITA d'accompagnement, COVODUM, est au travail mais ses capacités sont faibles.

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEP-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	--	--	----------------------------------	------------------

### 3.2.2 Analyse des progrès réalisés

#### Accomplissements 2011 :

C'est seulement en 2011, dernière année de la mise en œuvre du projet, que nous avons mis en fonction le premier des 5 réseaux prévus. Ce petit AEP gravitaire de 10 bornes fontaines a été construit entièrement en régie et mis en service en mai pour le quartier RVA de Kindu. Le second, réalisé aussi en régie, alimente maintenant la ville de Kailo, ville minière isolée en forêt. Il est en service depuis la fin octobre mais les travaux de terrassement se prolongeront jusqu'en décembre. A noter que les conditions sécuritaires de la période des élections ont empêché la mise au point de la partie électrotechnique de la station de pompage. Après le départ de l'AT, il faudra mobiliser un technicien qualifié et expérimenté pour finir ce travail. A noter que la réalisation du réseau de Kailo représente un exploit technique et logistique considérant les énormes défis d'achat par correspondance et de transport. Aucune entreprise privée n'aurait mené à bien ce travail. Un seul contre temps logistique ou administratif comme ceux que l'on rencontre quotidiennement à Kindu peut faire perdre des mois ; or une société de construction ne peut pas se le permettre sous peine de faillite financière. Cela explique pourquoi les montants des offres sont très supérieurs à nos devis confidentiels calculés sur un bordereau de prix unitaires qui ne prend pas en compte les aléas de l'isolement géographique et culturel (ni les sommes à glisser ici et là pour être autorisé à travailler au Maniema).

Le troisième chantier en régie est le captage des sources PK9 destinées à alimenter la Commune d'Alunguli. Les travaux ont été réalisés de septembre 2010 à octobre 2011 et dureront jusqu'à avril 2011. Rappelons que les ressources en eau des 5 réseaux ont constitué une difficulté majeure depuis 2007. Il s'agissait d'un défi technique qui est à présent relevé. Signalons qu'il y a encore un blocage administratif pour l'enregistrement de la zone de captage comme terrain communal protégé.

La construction du réseau Basoko (quartier Nord de Kindu) a été confiée (MP RDC 914) à la société GETRACO fin janvier 2011, après plus de 3 mois d'incertitude sur la décision d'attribution (!). Cette société s'avère maintenant incapable de réaliser les travaux et accumule les périodes d'arrêt du chantier par manque d'approvisionnement. Après 9 mois, l'état d'avancement n'est que de 5% et la décision de résiliation du contrat est en suspens pour préparer la reprise des travaux en régie début 2012, si les conditions financières de fonctionnement du BEP le permettent.

C'est pour pouvoir terminer les travaux de ces 3 AEP, RVA, Kailo et Basoko que le Comité de Pilotage réuni en janvier 2011 a décidé de prolonger le fonctionnement du BEP jusqu'à la date de fin de validité de la CS, le 20 décembre 2011. La présence de l'Assistant Technique a été prolongée par la même occasion afin de suivre les travaux. Une modification budgétaire a été nécessaire pour financer cette prolongation qui devait en particulier préparer une troisième phase pour construire les deux grands réseaux de Tokoloté et Alunguli. Or, aucun des membres du comité de pilotage ne s'est disponibilisé pour travailler sur ce dossier...

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

## Bilan fin 2011 à la fermeture du projet :

Les deux réseaux faits en régie, RVA et Kailo sont en service mais des finitions techniques ainsi que l'accompagnement des ASUREPS sont indispensables. Le 3eme réseau en cours de construction par la société GETRACO ne sera pas fini avant la mi 2012 et devra probablement être repris en régie.

Donc seulement 2 réseaux (sur 5 prévus) desservant au total environ 30 mille habitants sont actuellement opérationnels. C'est très peu après 4 ans et demi de fonctionnement du BEP. Les importants aménagements et captages de sources faits en forêt et représentent un investissement d'environ 150 mille Euros et deux ans de travaux. Cet investissement sera perdu après quelques mois si les sources ne sont pas exploitées et connectées aux 2 réseaux restant à construire à Tokolote et à Alunguli. En effet, en l'absence de maintenance et de gardiennage, la forêt équatoriale et les hommes auront vite détruit les ouvrages. Ce gardiennage coûte environ 700 Euros mensuellement et ne peut être financé que par la vente de l'eau produite par les sources.

**Les deux principaux réseaux, Tokolote et Alunguli, dont les ressources en eau ont été si difficiles à obtenir, ne seront pas construits par manque de temps et de financement.** Rappelons que ce projet a été conçu à son origine dans un objectif de santé publique et dans l'idée de libérer les femmes et fillettes de la corvée d'eau. Nous n'aurons finalement construit que les 3 plus petits réseaux AEP qui ciblent au total 51 mille habitants. **Ce chiffre représente le tiers de l'objectif fixé pour l'ensemble des 2 phases du projet (145 mille comme objectif initial mais en fait, 156 mille bénéficiaires calculés par les études de couverture des 5 réseaux).**

D'autre part, le travail de constitution et de formation des associations d'utilisateurs, ASUREP, s'est poursuivi en 2011. Mais les insuffisances théoriques et pratiques de l'équipe se sont révélées cette année un lourd handicap pour accompagner la mise en fonction des réseaux. Nous piétons au B-A BA de la Communication. Les erreurs s'accumulent et le professionnalisme fait défaut. De plus, le coût des déplacements vers Kindu versus le budget résiduel n'a pas permis d'envisager un appui de Kinshasa. Le travail de l'équipe d'animation pour 2011 est globalement médiocre ; aussi l'équipe doit être refondue pour pouvoir poursuivre efficacement l'accompagnement des ASUREP en 2012.



DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

### 3.2.3 Risques et hypothèses

- **Point sur le contexte influant sur les 2 hypothèses suivantes** : *La stabilisation de la situation politique associée à la consolidation de la paix / La population regagne sa confiance dans les autorités et services locaux* : Après une alerte sérieuse fin 2008, un calme relatif est retombé sur Kindu. Cette ville me semble stable uniquement par la présence de la base MONUSCO qui dissuade les groupes rebelles. Le fleuve Congo m'apparaît représenter une frontière naturelle du pays. Au-delà, la zone contrôlée par l'Etat ne s'étend qu'à une centaine de kilomètres à l'Est de Kindu. La ville de Kailo où nous construisons un réseau AEP en constitue une extrémité. Si l'évolution de cette situation n'a pas eu jusqu'à présent de conséquence directe sur la mise en œuvre du projet, le réseau routier reste fermé vers Shabunda et Goma. Ceci nous a condamné à utiliser les transports aériens dont le coût est énorme et double le prix des fournitures. Cela commence par le prix du carburant qui ne descend pas au-dessous de 2 € / litre : conséquence financière immédiate.

La situation administrative s'est encore dégradée en 2011 car l'équipe du gouvernement provincial, divisée par différents intérêts politiques et personnels, n'a pas été capable de gérer les affaires. Chaque fonctionnaire peut occuper une place de guichetier pour tirer profit de sa position en toute impunité. **Notre projet ne distribuant pas d'argent, nous avons été totalement ignorés par nos « soi-disant » partenaires.** Nous n'avons jamais été reçus en audience par le Gouverneur en place depuis juillet 2010 ! Les services du cadastre ont freiné les dossiers, on a saisi un terrain que nous avons fait réserver pour le réseau Basoko, etc. **Notre coopération n'est plus qu'une coquille vide.** Depuis la mi-2011, la préparation des élections absorbe entièrement l'Administration locale. L'absence d'autorité publique jette un flou critique sur l'ensemble de la gestion de la Province. Lors de la visite du Président Kabila en Novembre, la foule rassemblée devant la tribune officielle a hué et insulté le Gouverneur mettant le président visiblement irrité en position gênante. Le temps perdu par notre équipe en démarches stériles est considérable. Notre travail reste bloqué car notre partenaire ne fait pas le sien : conséquences financières et opérationnelles importantes.

Toutes ces incertitudes contextuelles se traduisent au quotidien par des replis tribaux et/ou religieux ainsi que par des comportements égoïstes totalement étrangers aux systèmes associatifs que nous souhaitons pérenniser. Le risque de déstabilisation a augmenté encore en 2011 avec les élections présidentielles. En fin d'année, nos opérations et mouvements sont plus lents voir bloqués pour raisons de sécurité.

Une dernière conséquence financière et opérationnelle liée au contexte incertain : Le personnel qualifié ainsi que les entreprises ne se risquent pas au Maniema. Il n'y a pas assez de marchés et trop de risques financiers pour y investir ou y acheminer du matériel coûteux. Cette absence d'intérêt de la part des sociétés de construction se traduit par des offres rares dont les montants sont anormalement élevés.

- *La sécurité alimentaire s'améliore et la situation financière des populations ne se détériore plus* : En effet, la situation financière s'est améliorée dans notre zone d'action. La multiplication des commerces en ville, des motos sur les routes, des

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

troupeaux de chèvres en campagne prouvent une amélioration des conditions de vie au cours des dernières années. La plupart des gens ont les moyens de payer l'eau au tarif de la REGIDESO. **Le risque d'inversion de cette situation à moyen terme semble modéré : B.**

- *Les autorités locales et nationales appuient les expériences de la maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire / L'administration locale et les autorités locales sont motivées et prêtes à collaborer / Les autorités concernées continuent à accorder une priorité absolue à l'accès à l'eau potable* : S'il y a un intérêt au niveau national, celui-ci n'apparaît pas beaucoup au niveau décentralisé de la Province. Nous n'avons cette année reçus aucun appui et l'autorité provinciale ne nous a pas aidés à retirer les « bâtons placés dans nos roues » par des fonctionnaires subalternes en quête d'argent. Ces petites directions administratives sont habituées (et survivent) à « taxer » tous ceux qui passent devant leur guichet, et en particulier les organismes étrangers. Ceci se traduit par des lenteurs quotidiennes qui s'accumulent et créent un « contexte RDC » qui nous coûte cher en temps et en énergie, et donc réduit considérablement notre efficacité. **Le risque sur la réalisation des objectifs est faible au quotidien mais menace au final la réalisation du projet dans les délais. Il est finalement élevé : C.**

### Tableau récapitulatif

Risque / hypothèses (selon des hypothèses du DTF)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Stabilisation de la situation politique / consolidation de la paix / La population regagne sa confiance dans les autorités et services locaux	Risque élevé	L'absence d'autorité permet la prédation des réseaux AEP et menace leur durabilité	Impact élevé	<b>D</b>
La sécurité alimentaire s'améliore et la situation financière des populations ne se détériore plus	Risque moyen	Le faible pouvoir d'achat ne permettrait plus l'achat de l'eau	Impact élevé	<b>C</b>
Les autorités locales et nationales appuient les expériences de la maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire / L'administration locale et les autorités locales sont motivées et prêtes à collaborer / Les autorités concernées continuent à accorder une priorité absolue à l'accès à l'eau potable	Risque élevé	Ralentissement / blocage des activités : retard des travaux	Impact élevé	<b>D</b>

**NB : Les principaux risques sont entièrement liés au contexte politique et social de la RDC. Leur réduction est totalement hors de portée des agents du BEP de Kindu.**

### 3.2.4 Critères de qualité

	Score	Commentaires
<b>Efficacité</b>	<b>B</b>	le BEP Kindu est efficace dans ses activités pour atteindre l'objectif spécifique, cela malgré ses manques en RH qualifiées. Nous sommes devenus la seconde entreprise de génie civile du Maniema derrière la SOGEDIE ! En 2011, ce sont encore le contexte local, les difficultés logistiques et les lenteurs des procédures des marchés publics qui ont freiné l'atteinte des objectifs.
<b>Efficience</b>	<b>A</b>	En rapportant le contexte isolé et difficile du Maniema, les bons résultats techniques obtenus jusqu'à présent, aux moyens mis à la disposition du BEP et investis dans l'obtention des résultats, l'efficience est bonne. <b>Insistons par contre sur le fait que l'assistance technique internationale reste très mal utilisée (gratte papier qui a du mal à libérer du temps pour se rendre sur le terrain) !!!!</b>
<b>Durabilité</b>	<b>C</b>	La durabilité des résultats restent principalement liées à la qualité de la formation et de l'accompagnement des associations d'usagers. Le BEP a montré en 2011 de graves manques à combler pour améliorer la durabilité du projet.
<b>Pertinence</b>	<b>A</b>	Le projet EAU de Kindu est sans aucun doute pertinent. Mais le DTF et le budget ne tiennent pas compte du contexte local. La pertinence de l'investissement pourrait se dégrader si le contexte politique et social troublé du pays persiste car l'indice de durabilité se détériorera aussi.

### 3.2.5 Impact potentiel

Il faut d'abord considérer que la pertinence du projet est remise en cause par la dégradation de la situation politique et administrative dans la Province du Maniema en 2010 puis 2011. Les hypothèses du cadre logique font maintenant défaut et cette situation anarchique favorise les tentatives de prédation des réseaux d'eau qui sont générateurs d'argent facile. Ces prédateurs ne pourraient qu'accaparer les bénéficiaires sans se soucier de la maintenance et donc, de la durabilité du service de l'eau.

Seul un appui réel de nos partenaires institutionnels peut redresser cette situation qui nous échappe. De plus nos ASUREP sont encore trop faibles pour résister aux pressions extérieures et nécessitent un sérieux effort d'accompagnement de notre part.

Or c'est la disponibilité de l'eau à long terme qui garantit l'impact recherché sur la santé publique et sur l'amélioration de la vie des femmes dans les quartiers périphériques très peuplés de Kindu et à Kailo.

### 3.2.6 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Prolonger le fonctionnement du BEP réduit en 2012 pour terminer les travaux du lot 1 RDC 914, construire les bureaux des ASUREP et rechercher un financement supplémentaire pour construire les 2 grands réseaux de Tokolote et Alunguli.	3.2.2	SMCL Kinshasa de sept 2011	ASAP Q1-2012
Prolonger l'appui et la formation des ASUREP pendant 2 ans en 2012 et 2013 après avoir réorganisé notre équipe d'animation.  Extrait des recommandations du rapport 2010 pour rappel :  Appui régulier au BEP par un expert en communication de la CAT. Cette embauche a été abandonnée début 2009 pour une dérisoire raison de grille salariale. Nous en subissons quotidiennement les conséquences.	DTF et 3.2.2 et Résultats 2	SMCL Kinshasa de sept 2011	Financement à assurer pour S2-2012 et 2013
S'assurer que le contexte local s'est amélioré avant de financer les travaux de construction des deux grands réseaux de Tokolote et Alunguli. Consolider l'ancrage institutionnel.	3.2.3 et 3.2.5	Direction des opérations / Resp. du programme	S2-2012
Eviter de faire faire des travaux de construction par des entreprises extérieures et favoriser le travail en régie avec le personnel déjà formé et qui a fait ses preuves. (contexte du Maniema)	3.1.3 et 3.2.2	Resp. du programme	

Conflit entre coopération et résultats rapides, leçon à méditer, tout spécialement pour la formulation :

Nous avons comme définition de coopérer (opérer en commun) avec des partenaires locaux. Or en RDC, ces partenaires, la plupart mal formés et mal payés, ne trouvent pas chaque jour la motivation suffisante pour avancer à la vitesse que nous voudrions. Certains même pensent qu'ils peuvent tirer un avantage personnel en bloquant un dossier. En effet, c'est une pratique courante et publiquement admise de payer des « pourboires » pour faire traiter les affaires en priorité. Même en comité de pilotage, nos partenaires ont clamé à de nombreuses reprises leur dépit de ne rien obtenir du projet AEPA! En cas de blocage, nous devons passer par la voie hiérarchique pour convaincre le fonctionnaire récalcitrant de « lâcher le morceau ». Pour cela, il faut des semaines, voire des mois de démarches auprès de fonctionnaires qui traînent les pieds. En effet, on peut s'entendre dire par de hauts responsables : « et moi, qu'est-ce que gagne avec votre projet ? Comment dans un tel contexte envisager de parler d'efficacité et d'efficience ? Et surtout, comment respecter des délais fixés sans connaissance du contexte local ?

**=>La co-opération n'avance qu'à la vitesse du partenaire le plus lent.**

## 3.3 Résultat 1

### 3.3.1 Indicateurs

<b>Résultat 1: Les systèmes d'eau (5 pour le projet Maniema/Kindu) sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées</b>						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année 2009	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Valeur cible fin projet	Commentaires
Les concepts et l'exécution des techniques répondent aux normes	0	Indicateur vérifié				Nos travaux sont longs mais généralement de conception simple et de bonne qualité
Le débit permet de fournir plus de 20 litres par personne/jour	0	2	3	4	5	Pour les 5 réseaux à construire : Les 4 sources captées permettent de répondre à ce chiffre. Le forage de Basoko de fournira que 15 litres/C/j.
Trois études pour alimenter 52.000 personnes supplémentaires sont réalisées dans le projet Maniema/Kindu	0	En cours	Indicateur vérifié			
Dans la région du Maniema/Kindu, l'aire de service des réseaux construits abrite environ 40.000 personnes	Indicateur vérifié				L'aire couverte par les études abrite plus de 155 mille personnes	
Les points d'eau se situent à moins de 250 m des habitations de la population ciblée	0	En cours	Indicateur vérifié			Les bornes fontaines sont réparties suivant cette norme
Qualité d'eau selon normes OMS	0	Indicateur vérifié				
Coûts du service de l'eau < 5% du budget de ménage pour > 80% des familles		Pas d'eau en vente	Indicateur vérifié			L'eau est vendue à 2 FRC / litre, soit 0,05 US\$ pour un bidon de 20 litres.
Réseaux fonctionnels pendant > 350 jours/an		Indicateur non vérifié				Le premier réseau mis en service n'a que 7 mois de fonctionnement.
Les structures communautaires de gestion sont fonctionnelles  NB : Cet indicateur devrait être placé pour évaluer le Résultat 2	0	0	0	2	6	Les ASUREP sont constituées pour les 5 réseaux et leur formation a s'est poursuivie en 2011. Seulement deux assurent sous tutelle un service de distribution d'eau

### 3.3.2 Bilan des activités pour atteindre R1

Activités 2011 pour atteindre le résultat 1	Déroulement				Commentaires
	A	B	C	D	
1. Travaux de captage des sources PK9 en régie		X			Terminé
2. Réalisation en régie du réseau RVA			X		Terminé
3. Réalisation en régie du réseau de Kailo (phase 2)			X		Terminé à 99,5% malgré de grosses difficultés logistiques
4. Réalisation par entreprise du réseau Basoko, lot 1 du RDC 914				X	Entreprise bloquée par les difficultés logistiques. Contrat à résilier
5. Réalisation par entreprise du réseau Tokolote Brazza, lot 2 du marché RDC 914				X	Projet abandonné car prix supérieurs au budget.
6. Réalisation par entreprise du réseau Alunguli (ph. 2)				X	Marché pas lancé car prix estimé supérieur au budget résiduel.

### 3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Le captage et aménagement des sources PK9, situées en pleine forêt, a duré une année complète de septembre 2010 à septembre 2011. Ces travaux ont permis d'assurer l'approvisionnement potentiel en eau de la Commune d'Alunguli. Mais l'eau restera en forêt car le temps et les fonds pour réaliser le réseau manquent ! La réalisation de ce résultat intermédiaire ne permet pas d'atteindre l'objectif d'apporter de l'eau en ville.

La construction en régie du réseau du quartier RVA de Kindu a duré 4 mois de plus que prévus, en partie à cause des délais d'achat et de transport des tubes par le fleuve Congo. Mais l'objectif est atteint : 10 mille habitants du quartier ont accès à une bonne eau de source pour le prix de 1 Franc congolais le litre ( 1 Euro le mètre cube).

La construction en régie du réseau de la cité minière de Kailo a pris un an et demi et a coûté environ 320 mille Euros, soit le double de nos estimations. Ce défi technique et logistique de travailler à 80 km de Kindu, au milieu de la forêt équatoriale, a détruit nos véhicules et épuisé notre budget. Aucune société privée n'aurait accepté de faire ce travail. Mais, fin 2011, l'objectif est atteint puisque environ 20 mille habitants de la ville accèdent maintenant facilement à une eau de source de très bonne qualité. La population et l'Administration locale ont soutenu le projet tout au long de sa mise en œuvre puisque s'étaient les premiers travaux publics réalisés depuis l'indépendance ! Ce réseau, même s'il semble cher représente un investissement de 16 Euros par personne desservie. L'eau est vendue 2,5 Francs congolais le litre, soit 2,5 Euros le m3, prix largement accepté par ces gens qui manquaient sérieusement d'eau potable car toutes les sources environnantes ont été détruites et polluées par les activités minières.

La construction du réseau Basoko confiée à la société GETRACO est à la traine et ce

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

marché public est un échec. C'était prévisible et j'ai expliqué en détail dans le rapport 2010 les raisons pour lesquelles les sociétés privées ne peuvent pas travailler au Maniema dans le cadre de nos marchés publics. Ces raisons, propres à la Province, s'ajoutent aux difficultés liées aux entreprises congolaises. La réalisation des travaux dépasse la date de fermeture du projet AEPA. Il faudra pourtant au moins garder un DPO en 2012. Pire, la société abandonnera probablement le travail en cours et il faudra remobiliser une équipe qualifiée (tâche ardue ici) et terminer les constructions en régie ! Travailler au Maniema n'est pas aussi simple que cela est décrit dans le DTF. **Seuls les travaux organisés en régie ont permis d'atteindre des résultats de qualité, même si plusieurs années d'activités ont été nécessaires.**

La construction des grands réseaux de Tokolote et d'Alunguli n'a pas été entreprise car nous n'en avons pas les moyens. Les coûts réels du Maniema, de même que les délais de réalisations, ne sont apparus qu'au fur et à mesure de la mise en œuvre, et surtout en octobre 2010, à la réception des offres du marché RDC 914. Or, à cette époque, les travaux et dépenses associées pour alimenter ces réseaux (captages des sources) étaient déjà largement entamés, voir terminés. Ces activités et résultats intermédiaires dont nous sommes si fiers ne permettent pas d'atteindre l'objectif spécifique.

### 3.3.4 Risques et hypothèses

- *L'eau est exploitable et de qualité et quantité suffisante / Les pré-études sont suffisamment fiables* : Si nous avons finalement trouvé et capté les sources capables d'alimenter les réseaux, ce ne sont pas celles trop rapidement désignées par ces pré-études. **L'eau est très bonne et en quantité suffisante mais les sources ne sont pas à la bonne altitude. La majeure partie de l'eau devra être pompée**, ce qui change considérablement les coûts de réalisation et la complexité des systèmes. Il faut en effet construire des stations de pompage (non-prévu) et les équiper avec des pompes et des groupes électro-générateurs. Les pré-études n'étaient pas fiables et le prix final des réseaux est très largement au-dessus (probablement plus du double) de ce qui était initialement compté. **Les difficultés qui en découlent sont le résultat d'une hypothèse non vérifiée.**

- *L'accès aux pièces et matériaux de qualité est garanti* : L'accès aux fournitures est effectivement possible mais à un coût très élevé lié à celui des transports aériens. Cette réalité logistique influe directement sur le temps de réalisation et sur le coût total des réseaux. Cela aura aussi un effet direct sur les coûts de maintenance. **Les difficultés qui en découlent sont le résultat d'une hypothèse non vérifiée.**

- *Les équipes des BEP de Kindu et Bukavu sont renforcées pour réaliser les travaux dans les délais impartis (R1 phase 2)* : Après de multiples tracasseries et longueurs administratives internes, nous avons pu embaucher en 2010 un ingénieur au poste de Chef de chantier et DPO. De même, nous avons embauché un logisticien pour l'approvisionnement des chantiers. Avec maintenant 3 chefs de chantier et un logisticien encadrant des techniciens et des ouvriers qualifiés employés comme journaliers ou mis à disposition par l'ASBL « Solidarité Ville Campagne », nos équipes sont capables de faire de gros travaux en régie. Mais la constitution de cette équipe s'est faite avec 2 à 3 ans de retard ! Donc plus question de tenir les délais

initiaux. **C'est donc une autre hypothèse non vérifiée.**

### Tableau récapitulatif (des handicaps du Maniema !)

Risque / hypothèses (selon des hypothèses du DTF)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
L'eau est exploitable et de qualité et quantité suffisante.	Risque écarté	Impossibilité de réaliser les réseaux	Impact élevé	<b>A</b>
Les pré-études sont suffisamment fiables (elles ne l'étaient pas ! hypothèse non vérifiée)	Risque élevé	Les études et la réalisation coutent plus cher que le budget prévisionnel. Le temps de réalisation est plus long. La réalisation est impossible faute de budget.	Impact élevé	<b>D</b>
L'accès aux pièces et matériaux de qualité est garanti (hypothèse non vérifiée)	Risque élevé	Difficultés de réalisation et de maintenance Augmentation des délais de réalisation et des coûts.	Impact élevé	<b>D</b>
Les équipes du BEP de Kindu sont renforcées pour réaliser les travaux dans les délais impartis (R1 phase 2) (hypothèse non vérifiée)	Risque élevé au Maniema	Difficultés de réalisation et de maintenance Augmentation des délais de réalisation et des coûts.	Impact élevé	<b>D</b>



### 3.3.5 Critères de qualité (R1)

	Score	Commentaires
<b>Efficacité</b>	<b>B</b>	le BEP Kindu est efficace dans ses activités pour atteindre l'objectif spécifique, cela malgré les manques en RH qualifiées. Nous sommes devenus la seconde entreprise de génie civile du Maniema derrière la SOGEDIE ! En 2011, ce sont encore le contexte local, les difficultés logistiques et les lenteurs des procédures des marchés publics qui ont freiné l'atteinte des objectifs.
<b>Efficience</b>	<b>A</b>	En rapportant le contexte isolé et difficile du Maniema, les bons résultats techniques obtenus jusqu'à présent, aux moyens mis à la disposition du BEP et investis dans l'obtention des résultats, l'efficience est bonne. Le coût de l'investissement par personne desservie reste très bon. Rappelons que l'assistance technique internationale reste très mal utilisée (gratte papier) !!!!
<b>Durabilité</b>	<b>A</b>	La qualité des ouvrages réalisés au Maniema est très bonne et respecte les règles de l'art. La durabilité des ouvrages ne dépend que du sérieux de la maintenance future.

### 3.3.6 Exécution budgétaire

Fin 2011, le budget alloué pour le résultat R1 est totalement épuisé. Il n'a permis de construire que 3 des 5 réseaux étudiés et de desservir qu'un tiers de la population ciblée. Une partie du budget destiné à R2 ainsi que celui alloué au résultat 5 a dû être réorienté vers les travaux et les frais généraux (transports et carburants) pour construire ces réseaux. Néanmoins, le budget total de 2,6 millions d'Euros aura permis d'apporter l'eau potable à environ 53 mille personnes ce qui représente un investissement de 53 € / personne, 2 fois plus que prévu, mais toujours 2 fois moins que la Regideso.

### 3.3.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Prolonger le fonctionnement du BEP réduit en 2012 pour terminer les travaux du lot 1 RDC 914, construire les bureaux des ASUREP et rechercher un financement supplémentaire pour construire les 2 grands réseaux de Tokolote et Alunguli.	3.2.2 & 3.3.3	SMCL Kinshasa de sept 2011	ASAP Q1-2012
S'assurer que le contexte local s'est amélioré avant de financer les travaux de construction des deux grands réseaux de Tokolote et Alunguli. Consolider l'ancrage institutionnel.	3.2.3 et 3.2.5	Direction des opérations / Resp. du programme	S2-2012
Eviter de faire faire des travaux de construction par des entreprises extérieures et favoriser le travail en régie avec le personnel déjà formé et qui a fait ses preuves. (contexte du Maniema)	3.1.3 et 3.2.2 et 3.3.3	Resp. du programme	

## 3.4 Résultat 2

### 3.4.1 Indicateurs

Résultat 2 : Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année 2009	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Valeur cible fin projet	Commentaires
Les 6 Comités des usagers appliquent leur règlement intérieur	0	2	3	0	6	Dès la mise en service du réseau et le début des entrées d'argent, les ASUREP déraillent car elles n'ont pas d'expérience. Elles doivent absolument être accompagnées pendant 1 à 2 ans de fonctionnement.
Le compte d'exploitation des comités est positif	0			1/1	6	Le seulement le réseau RVA est en exploitation depuis plus de 3 mois. La comptabilité n'est pas bien tenue.
Les interruptions du service d'eau < 48 heures NB : Cet indicateur devrait être placé pour évaluer le Résultat 1				1/1	6/6	C'est vérifié pour le réseau en fonction depuis mai 2011

NB : les indicateurs ne sont pas bien choisis pour apprécier le résultat 2

### 3.4.2 Bilan des activités pour atteindre R2

Activités 2011 pour atteindre le résultat 2	Déroulement				Commentaires
	A	B	C	D	
1. Constitution / élections / enregistrement des ASUREP			X		Délais liées à l'Administration locale
2. Formation des membres des bureaux		X			En 2011, les formations sont rodées et réalisées correctement.
3. Conception du Contrat de « délégation du service de l'eau » à signer entre ASUREP et Communes		X			Réalisé début 2011 par un cabinet d'experts juridiques de Kinshasa suite au manque de compétences locales.
4. Introduction et mise en application du contrat de « délégation du service de l'eau » à signer entre ASUREP et Communes			X		Entreprise bloquée par les difficultés logistiques. Contrat à résilier
5. Accompagnement du fonctionnement de l'ASUREP RVA pour assurer le service de l'eau				X	Notre équipe d'animation n'est pas à la hauteur du défi à relever
6. Accompagnement de l'ASUREP Kailo pour démarrer le service de l'eau				X	Notre équipe d'animation n'est pas à la hauteur du défi à relever
Accompagnement des ASUREP pour assurer la protection des sources RVA et l'enregistrement du site des sources PK9				X	Blocage des dossiers par l'administration locale.

### 3.4.3 Analyse des progrès réalisés (R2)

C'est au niveau de l'accompagnement et de la mise en place des ASUREPs que nous avons spécialement souffert du désintérêt affiché par nos partenaires locaux. **Nous n'avons reçu aucun soutien des autorités provinciales pour débloquent des dossiers qui traînent parfois depuis 2 ans.** On nous a mis des bâtons dans roues car on ne paie pas de « pourboires ». Le Gouverneur a fait saisir la moitié du terrain que nous avons fait enregistrer en 2009 et 2010 pour l'ASUREP Basoko ! Nous avons ensuite dû nous fâcher avec le président de notre comité de pilotage pour que le forage du réseau Basoko ne soit pas pollué par une centrale d'enrobés bitumeux que le Gouverneur avait ordonné de construire à cet endroit. Plus encore que les années précédentes, notre équipe a perdu des jours entiers à attendre dans des bureaux des documents administratifs qui ne viennent jamais. Moi aussi, j'ai perdu des heures dans la salle d'attente du Gouverneur provincial dans l'espoir d'entretiens qui n'ont jamais eu lieu. Même les courriers sont restés sans réponse et

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

on peut se demander s'il les lit. Le représentant local de la CNAEA est, lui aussi, insaisissable et inutile pour nous. Que de temps et d'énergie perdus parce que nos partenaires congolais ne font pas leur part de coopération. **Les conditions locales de coopération en 2011 sont tout simplement inadmissibles** (pour moi en tout cas).

Après beaucoup de recherches en 2010, nous avons confié la rédaction du contrat de « délégation du service public de l'eau » et de ses annexes à l'association « Avocats verts ». Elle est de loin la plus qualifiée dans ce domaine puisqu'elle a conçu le nouveau code de l'eau de la RDC. Le travail a été très bien fait jusque dans ses détails.

C'est en janvier 2011, lors des échanges entre Avocats verts et notre équipe, que celle-ci a commencé à donner des signaux inquiétants d'incompréhension et de faiblesse juridique. Le document était prêt à la fin du premier trimestre mais, déjà l'administration locale était occupée par ses conflits internes et la préparation de la campagne électorale. Aucun officiel de la Province ou de la CNAEA n'a participé à l'introduction et à la signature du contrat entre la Commune de Kasuku et l'ASUREP RVA. Le changement de bourgmestre par un novice dans l'administration ajouté à la faiblesse de communication de notre équipe a généré des malentendus regrettables. En effet, notre responsable ANIF étant candidat d'opposition à un poste de député provincial, la confrontation avec le bourgmestre en place était inévitable. Mais tout ceci n'est apparu en surface qu'en fin d'année avec la campagne électorale : Dans un arrêté communal publié fin octobre, notre agent a été accusé d'organiser, à travers l'ASUREP, une rébellion du quartier contre le pouvoir en place représenté par le bourgmestre ! Cette ambiance déplorable associée à la faiblesse professionnelle de notre équipe a handicapé lourdement l'autonomisation de l'ASUREP RVA qui nécessite une tutelle constante et une réorganisation complète.

Notre département ANIF apparaissait à la hauteur de la situation en 2010 parce qu'on était encore dans la théorie de la bonne gouvernance des associations. Or, c'est avec le début de la vente de l'eau et l'apparition d'argent dans la caisse qu'ont commencé les vraies difficultés de gestion et de comptabilité transparente. Maintenant qu'ils sont confrontés à la pratique, nos animateurs butent sur tous les obstacles et apprennent par une suite d'échecs. S'il est incontestable que certains ont progressé au cours de ces derniers mois, ils n'en restent pas moins des débutants qui ne sont pas à la hauteur des défis à relever.

En fin d'année et à la clôture du projet, il apparaît que l'ASUREP de Kailo n'est pas prête à jouer son rôle. La campagne électorale a perturbé le travail et l'organisation de nos animateurs. Notre équipe doit être refondue au plus vite car elle est visiblement incapable de guider l'ASUREP de Kailo. Le DTF du projet prévoit un accompagnement de 2 ans ; c'est donc la durée à prévoir à partir de la fin 2011 qui est malheureusement la date de clôture du projet. **Fin 2011, il apparaît donc clairement que la viabilité des 2 réseaux fonctionnels est nulle si cet accompagnement n'est pas réalisé.** C'est principalement pour cette raison qu'une demande d'extension de la Phase 1 du projet a été préparée et présentée en SMCL à Kinshasa fin septembre 2011.

### 3.4.4 Risques et hypothèses

Risque / hypothèses (selon des hypothèses du DTF)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
On trouve suffisamment d'ONG et d'animateurs qui disposent d'assez de capacités.  (hypothèse non vérifiée)	Risque élevé au Maniema	Mauvais accompagnement des associations d'où, durabilité des infrastructures menacée.	Impact élevé	<b>D</b>
Les élections futures permettront de désigner des responsables des entités administratives responsables et impliqués  (hypothèse non vérifiée)	Risque élevé en RDC	L'absence de responsable impliqué et d'Etat de droit permet la prédation des infrastructures	Impact élevé	<b>D</b>
Le remplacement des responsables des entités administratives ne nuit pas à la continuité du projet  (hypothèse non vérifiée)	Risque élevé en RDC	De nouveaux cadres nommés sur des critères de famille et sans aucune qualification ne comprennent pas le projet et ne cherchent que leur profit personnel	Impact élevé	<b>D</b>

#### Commentaires indispensables :

- *On trouve suffisamment d'ONG et d'animateurs qui disposent d'assez de capacités* : Ce n'est malheureusement pas le cas pour Kindu où les ONG locales sont multiples mais sans aucune capacité opérationnelle et, surtout, d'un niveau professionnel et théorique très bas. Nos animateurs (à partir de leurs propres lacunes) ont mis plusieurs années pour trouver des personnes capables de les soutenir dans leurs actions. Ce n'est qu'à la seconde moitié de 2010, donc après plus de 3 ans de fonctionnement, qu'une ITA locale est sélectionnée pour mettre 2 animateurs à disposition du projet. Un des animateurs (animatrice en fait) a dû être changé en 2011 car les enjeux électoraux étaient plus intéressants que le salaire mensuel. **C'est déjà une hypothèse non vérifiée et cela constitue un risque pour l'accompagnement à moyen et long terme des ASUREP.**

- *Les élections futures permettront de désigner des responsables des entités administratives responsables et impliqués* : le manque d'expérience et d'éducation constitue un **risque élevé** si les ASUREP ne sont pas capables de gérer leurs difficultés techniques ou bien de contrer les tentatives rapaces pour s'emparer financièrement des réseaux. Seul un accompagnement sur une durée de 1 à 2 ans peut réduire ce problème.

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

NB : Quand on connaît un peu le Congo RDC et surtout le Maniema, on est en droit de se demander comment on a pu investir de telles sommes dans un contexte aussi incertain. Pari sur l'avenir ? Soudainement des dirigeants locaux incultes et corrompus peuvent être remplacés par des responsables motivés et désintéressés ? C'est seulement parce que ce projet a été bâti pendant une période d'espoir, 2005 à 2007, que je peux comprendre la naissance du projet AEPA Maniema. Innocent en RDC, j'ai moi-même en 2008 et 2009 été bercé dans ce rêve. 2010 a été l'année de la remise en question de la pertinence de la décentralisation du Maniema. 2011 a été une descente aux enfers pour la Province dont les ressources ont été pillées par les plus hautes autorités et l'administration anéantie par la corruption ou la menace. Qui parmi les initiateurs du projet connaît Kailo ? Qui pendant la mise en œuvre y a mis les pieds ? C'est long mais facile de construire un projet sur papier, surtout depuis un bureau climatisé, mais la mise en œuvre est une réalité qui englobe plus de paramètres que ceux du cadre logique. Surtout quand on prend ses désirs (les hypothèses) pour des réalités !

### 3.4.5 Critères de qualité (R2)

	Score	Commentaires
Efficacité	D	En 2011, le département animation / communication a perdu son efficacité car, confronté aux réalités de la rentrée d'argent et sa gestion, les faiblesses de l'équipe associées aux blocages administratifs ont fait perdre un temps rendu précieux par les années de retard. Rappelons que ce retard a été accumulé à cause l'absence de ressources humaines qualifiées.  L'appui extérieur régulier demandé dans le rapport 2010 n'a pas été acquis par manque de moyens et probablement par un certain désintérêt pour ce projet perdu en brousse et jamais visité par un audit ou un évaluateur.
Efficience	D	Comment pourrait-on avoir de l'efficience quand on finance des activités dont l'efficacité est proche de la nullité ? L'effort demandé en 2010 n'a pas été fourni et les réalités rattrapent le rêve.
Durabilité	D	Les efforts demandés en 2010 n'ont pas été fournis et la situation générale de la Province s'est dégradée. Les hypothèses du cadre logique ne sont pas vérifiées. Or la durabilité du service de l'eau dépend totalement de la performance des associations chargées de la gestion et de la maintenance des réseaux.

#### Commentaires repris du rapport 2010 :

**L'équipe d'animation est elle-même en formation : elle apprend chaque jour, souvent à travers ses erreurs, et ne peut donc être efficace.** On apprend à classer les dossiers et à ne pas perdre les documents. On apprend à utiliser le courrier électronique et à faire une feuille de calcul. Les bases de la Communication ne sont pas acquises, l'expérience fait défaut à chaque étape. On croit avoir appris à l'université, mais la pratique manquant, on n'a, en fait, jamais assimilé les concepts. De plus, de nombreux termes ont été assaisonnés à la « mayonnaise humanitaire » introduite par les nombreuses ONG qui ont œuvré / sévi dans la région des Kivu depuis 20 ans (ref. au « Courtiers en développement », éditions Kartala).

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

### 3.4.6 Exécution budgétaire

Les dépenses ont été surtout constituées par les salaires des animateurs et les « allocations repas » des personnes en formation. Par contre, le coût pour franchir l'isolement géographique du Maniema nous a interdit le recours à une expertise et un appui extérieurs au Maniema.

### 3.4.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
<p>Prolonger l'appui et la formation des ASUREP pendant 2 ans en 2012 et 2013 après avoir réorganisé notre équipe d'animation.</p> <p>Extrait des recommandations du rapport 2010 pour rappel :</p> <p>Appui régulier au BEP par un expert en communication de la CAT. Cette embauche a été abandonnée début 2009 pour une dérisoire raison de grille salariale. Nous en subissons quotidiennement les conséquences.</p>	DTF et 3.2.2 et 3.4.3	SMCL Kinshasa de sept 2011	Financement à assurer pour S2-2012 et 2013
Rechercher l'appui de l'ancrage institutionnel (CNAEA) et faire pression sur les autorités locales par l'intermédiaire des partenaires officiels de Kinshasa (SMCL).	3.1.3 et 3.2.2 et 3.3.3	Resp. du programme	Q1-2011
Arrêter le financement de toute construction d'infrastructure tant que les conditions locales d'une réelle coopération ne sont pas garanties	3.4.3	Resp. du programme, SMCL, et Direction des opérations CTB	futur

## 3.5 Résultat 3

### 3.5.1 Indicateurs

Résultat 3 : Les capacités des ITA, interfaces d'accompagnement et techniques sont renforcées						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année 2009	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Valeur cible fin projet	Commentaires
1. Au moins 3 ONG du Maniema maîtrisent une méthodologie pour accompagner les usagers,	0	0	0	0	3	Indicateur mal choisi puisque nous travaillons avec différents animateurs employés par plusieurs ASBL.  Avec 6 ou 7 mois d'expérience, aucune personne ne maîtrise encore l'accompagnement des usagers.
2. Au Maniema, plusieurs ONG / ITA maîtrisent les concepts techniques d'études et de réalisation de réseaux gravitaires	0	0	0	0	>1	C'est encore de la fiction au Maniema !

### 3.5.2 Bilan des activités pour atteindre R3

Activités 2011 pour atteindre le résultat 3	Déroulement				Commentaires
	A	B	C	D	
1. Recherche d'animateurs parmi les quelques organismes identifiés les années précédentes.		X			Remplacement d'une animatrice démissionnaire mi 2011.
2. Identification des organismes techniquement capables de concevoir et réaliser des AEP		X			C'est facile car il n'y a que nous, CTB AEPA Kindu, dans toute la Province
3. Identification des techniciens et artisans capables de nous seconder dans nos travaux en régie.			X		Toujours en cours et la liste s'allonge.



DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEP-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	--	--	----------------------------------	------------------

### 3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Le Kivu n'est relié à Kindu que par voie aérienne et cela limite considérablement les échanges culturels et professionnels. De même, on peut réduire le Maniema à la ville de Kindu car cette Province n'est que forêt et concentre ses maigres capacités professionnelles à Kindu. Le facteur « isolement géographique et culturel » de Kindu a été totalement négligé lors de la conception du projet et du choix de ses objectifs.

C'est seulement à partir de 2010 que notre département « animation / formation » a su travailler en partenariat avec des organismes locaux. Même si c'est avec plus de 2 ans de retard, ce qui pouvait paraître impossible à l'ouverture du BEP en 2007 s'est réalisé. Comme le niveau moyen des ITA était trop bas pour nous, la solution a été de sélectionner des animateurs dans plusieurs organismes. Avec des outils pédagogiques communs (livres du maître en particulier), on arrive à une qualité de formation standard pour tous les groupes de participants. Mais ceci demande beaucoup de préparation et d'encadrement. **Il y a encore des progrès à faire, mais cela me semble impossible avec nos moyens humains actuels sans l'appui régulier d'une expertise extérieure.**

Le problème des qualifications professionnelles est tout aussi sérieux pour la partie technique d'étude et de construction des réseaux AEP. Aucun organisme du Maniema ne pourra vérifier l'indicateur n°2 en fin de projet. Même la Regideso et la SNHR ne possèdent pas les qualifications requises et encore moins l'expérience. De plus, maîtriser des concepts dans un bureau est une chose, mais les concrétiser de manière durable et selon les règles de l'art en est une autre. **La mentalité des sociétés / ASBL / ITA de Kindu qui consiste à réduire, voire négliger la qualité pour augmenter les profits est installée de manière durable.** Ce fait nuit considérablement à leur crédibilité ainsi qu'à la durabilité des ouvrages qui leurs sont confiés (pas par nous !). La fonction de contrôle mutuel et intransigeant est primordiale dans la gestion du service de l'eau. C'est cela qui est le plus difficile à instaurer car personne ici n'a jamais vu cela et la corruption est omniprésente.

Nous n'avons pas pu faire progresser d'organisme extérieur mais notre équipe technique locale a constamment fait des progrès. Avec 3 années de travaux de captage faits en régie, la préparation des routes d'accès en forêt, la topographie, le pose des 10 km de conduite des 2 réseaux, la construction de bornes fontaines et de 2 réservoirs en BA, notre BEP est qualifié dans son domaine. On peut affirmer qu'elle est la seule à pouvoir faire des réseaux AEP au Maniema. Après la société SOGEDIE, notre département technique est devenu l'entreprise la plus outillée et qualifiée de la Province ! On peut donc penser que les ingénieurs de notre BEP vérifieront l'indicateur, mais resteront-ils à travailler ensemble à Kindu après la fin de leur contrat ? **Ce concentré de savoir-faire unique au Maniema n'y restera qu'à la condition que d'autres projets de construction AEP soient lancés ultérieurement dans la Province.**

### 3.5.4 Risques et hypothèses (R3)

Risque / hypothèses (selon des hypothèses du DTF)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Il existe une bonne collaboration avec les autres acteurs qui accompagnent les ONG locales (comprises dans le sens ASUREP).	Risque modéré	Mauvais accompagnement des associations d'où, durabilité des infrastructures menacée.	Impact élevé	<b>C</b>
Pour Kindu – Maniema, les ONG ou autres ITA des provinces limitrophes pourront transférer leurs compétences aux ONG de Kindu  (hypothèse non vérifiée)	Risque élevé	L'absence de compétence extérieure doit être compensée par la recherche puis l'embauche d'une bonne équipe locale qui travaille en régie.	Impact moyen (temps perdu)	<b>C</b>

#### Commentaires sur l'incidence des risques

- *Il existe une bonne collaboration avec les autres acteurs qui accompagnent les ONG locales* (comprises dans le sens ASUREP) : Tant qu'il s'agit de formation théorique et dans la mesure où les partenaires sont identifiés, les termes de références bien détaillés et le travail suivi de très près, on peut dire que la collaboration est bonne. **Le risque est modéré.** Mais le problème se situe à un autre niveau puisqu'il s'agit plutôt d'un manque d'acteurs !

- *Pour Kindu – Maniema, les ONG ou autres ITA des provinces limitrophes pourront transférer leurs compétences aux ONG de Kindu* : Etant donné l'isolement géographique et culturel de Kindu, le prix des voyages aériens réduit ces transferts. Plus grave encore, les gens ne souhaitent pas venir à Kindu car la vie y est très compliquée : chaleur, pas d'électricité, nourriture et logement chers, mentalité très spéciale, etc. Moyennant une perte de temps considérable, nous avons réussi à compenser l'absence des compétences extérieures en réunissant petit à petit une équipe de techniciens choisis qui nous a permis de faire les travaux en régie dans de bonnes conditions. **A partir de 2009, le risque a été progressivement réduit et est en 2011, totalement écarté pour le département technique. Il est malheureusement encore trop présent pour l'accompagnement des ASUREPs.**

### 3.5.5 Critères de qualité (R3)

	Score	Commentaires
<b>Efficacité</b>	<b>D</b>	<p>En 2011, le département animation / communication a perdu son efficacité car, confronté aux réalités de la rentrée d'argent et sa gestion, les faiblesses de l'équipe ANIF associées aux blocages administratifs ont fait perdre un temps rendu précieux par les années de retard. Rappelons que ce retard a été accumulé à cause l'absence de ressources humaines qualifiées.</p> <p>L'appui extérieur régulier demandé dans le rapport 2010 n'a pas été acquis par manque de moyens et probablement par un certain désintérêt pour ce projet perdu en brousse et jamais visité par un audit ou un évaluateur.</p>
<b>Efficience</b>	<b>D</b>	<p>Comment pourrait-on avoir de l'efficience quand on finance des activités dont l'efficacité est proche de la nullité ? L'effort demandé en 2010 n'a pas été fourni et les dures réalités rattrapent le rêve.</p>
<b>Durabilité</b>	<b>D</b>	<p>Les efforts demandés en 2010 n'ont pas été fournis et la situation générale de la Province s'est dégradée. Les hypothèses du cadre logique ne sont pas vérifiées. Or la durabilité du service de l'eau dépend totalement de la performance des associations chargées de la gestion et de la maintenance des réseaux.</p>

#### Commentaire sur l'évaluation des critères :

Les problèmes se situent tout spécialement au niveau de l'équipe d'animation, la même qui a mené les activités pour atteindre le Résultat 2. Les commentaires et le score sont donc les mêmes qu'au paragraphe 3.4.5.

### 3.5.6 Exécution budgétaire

Les dépenses ont été très réduites par manque d'acteurs à former. Le budget ne permet pas non plus de financer un appui régulier des animateurs par une personne qualifiée venue de Kinshasa.

### 3.5.7 Recommandations

Voir & 3.4.7

## 3.6 Résultat 4

### 3.6.1 Indicateurs

Résultat 4 & R2 phase 2 : Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année 2009	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Valeur cible fin projet	Commentaires
1. Plus de 50% des usagers connaissent les risques (ambiguïté !) liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, (paramètre ambivalent et non mesurable)	<b>Indicateur vérifié !</b>					L'Indicateur est mal choisi car déjà vérifié au début de la mise en œuvre.
2. Plus de 25% des usagers évitent au moins 2 comportements à risque.	>2 !					Pas de mesure possible avec nos pauvres RH.

### 3.6.2 Bilan des activités 2011 pour atteindre R4

Activités 2011 pour atteindre le résultat 4	Déroulement				Commentaires
	A	B	C	D	
1. Promotion de l'hygiène auprès des membres des ASUREPs en formation..		X			En cours, mais résultats non mesurés.
2. Promotion de l'hygiène auprès du public des quartiers de Kindu et Kailo: Théâtre de rue et messages radiodiffusés. pour la diffusion de bonnes pratiques de l'hygiène (ciblé sur lavage des mains, utilisation des latrines, consommation de l'eau potable).		X			Spectacles dont la qualité de communication est plutôt mauvaise.

### 3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Ce n'est que lentement au cours des 2 premières années que notre département animation est parvenu à s'organiser et à monter des actions. Comme pour les résultats R2 et R3, au moins 2 années ont été perdues par le manque de compétences des animateurs. En 2010, s'est imposé l'impossibilité de trouver localement des gens capables de faire une analyse des comportements à risque et de monter, de manière professionnelle, une campagne de promotion de l'hygiène (choix des messages positifs, choix des canaux de diffusion, etc. Ayant finalement l'impression de parler en chinois et ayant abandonné tout espoir d'appui extérieur, j'ai

simplifié le problème en basant notre travail sur la diffusion des 3 messages suivants : utilisation des latrines, lavage des mains, transport et stockage de l'eau potable.

La diffusion d'appels d'offre a permis de sélectionner plusieurs groupes théâtraux et musicaux qui ont produit des petits sketches et chansons comiques portant ces messages pour les jouer dans plusieurs quartiers de Kindu et Kailo. Ces activités demandaient un encadrement et un sens critique apparemment très au-dessus des capacités de nos animateurs. En mars, après des retours inquiétants et une visite discrète d'un spectacle de rue, j'ai réalisé que les messages diffusés étaient très éloignés, voir différents de ceux du contrat. Ces spectacles ont été arrêtés par un profond doute ajouté à l'incapacité de mesurer l'impact de ces activités sur les comportements du public. L'absence de bases de la Communication et de compréhension des objectifs est criante. Mais c'est qui est maintenant visible pour moi est que les animateurs pensent quelque chose du genre « c'est un truc des blancs et ce qui compte s'est de dépenser ici leur argent », sentiment qui annihile tout esprit critique. A moins bien sûr que la tolérance de la médiocrité soit liée à un partage financier, ce qui serait plus grave. Il n'y a donc plus de spectacles depuis mars car l'équipe ANIF n'a pas su faire de nouvelles propositions.

### 3.6.4 Risques et hypothèses (R4)

Risque / hypothèses (selon des hypothèses du DTF)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Des moyens financiers peuvent être mobilisés pour construire des dispositifs d'assainissement.  (C'est une hypothèse vérifiée)	Risque ?	L'absence de fonds pour construire des infrastructures sanitaires dans les écoles et centres de santé n'est pas liée aux connaissances et comportement de la population. Ceci d'autant plus que presque toutes les parcelles ont leur latrine !	Impact nul	<b>A</b>

NB : Ces moyens ont été mis à disposition du BEP par la phase 2 en 2007. Voir le Résultat 5

### 3.6.5 Critères de qualité (R4)

	Score	Commentaires
<b>Efficacité</b>	<b>D</b>	Un travail notable a été effectué en 2010 pour faire des termes de référence, appeler et dépouiller des offres, puis démarrer les spectacles de rue. Or l'atteinte de l'objectif est non mesurable avec nos capacités locales et niée par moi. Le ratio résultats / efforts est à peu près nul.  NB : L'appui extérieur régulier demandé dans le rapport 2010 n'a pas été acquis par manque de moyens et probablement par un certain désintérêt pour ce projet perdu en brousse et jamais visité par un audit ou un évaluateur.
<b>Efficience</b>	<b>D</b>	Comment pourrait-on avoir de l'efficience quand on finance des activités dont l'efficacité est proche de la nullité ? L'effort demandé en 2010 n'a pas été fourni.
<b>Durabilité</b>	<b>X</b>	Puisqu'il n'y a pas de résultat visible, le problème de leur durabilité est sans objet.

### 3.6.6 Exécution budgétaire

Il n'y a pas eu de dépense après mars car je les ai conditionnées à l'existence d'un système de mesure des effets sur le public et d'évaluation des résultats. Nous sommes une fois de plus bloqués par des problèmes de ressources humaines et de compétences.

### 3.6.7 Recommandations

-----

## 3.7 Résultat 5

### 3.7.1 Indicateurs

Résultat 5 (répertorié B R4 de la phase 2 RDC 0708811) : Les travaux d'assainissement sont réalisés par des prestataires de service après procédures d'appel d'offres au Maniema						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année 2009	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Valeur cible fin projet	Commentaires
1. Nombre d'ouvrages réalisés et réceptionnés (Objectif de 30 latrines pour écoles et centres de santé)	0	0	0	0	30	Activité abandonnée en 2010
2. Nombre de cas de maladies liées au manque d'hygiène						Chiffres incertains et fluctuants selon les années, et très probablement peu influés par nos activités

### 3.7.2 Bilan des activités 2011 pour atteindre R5

Activités 2011 pour atteindre le résultat 5	Déroutement				Commentaires
	A	B	C	D	
					Pas d'activité

### 3.7.3 Analyse des progrès réalisés

**Le volet de construction des infrastructures sanitaires a été abandonné** après recommandation du Comité de Pilotage de février 2010, décision avalisée en SMCL du mois de juin 2010.

### 3.7.4 Risques et hypothèses (R5)

- *Les procédures d'appels d'offre et de passation des marchés sont fixées et connues* : Sans commentaire.

Le risque imprévu dont l'existence a fait échouer ce projet de construction d'infrastructures sanitaires est l'absence d'entreprises et de ressources humaines qualifiées. Ceci a provoqué la réaction du BEP de mettre toutes ses forces dans la réalisation des réseaux d'eau.

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

### 3.7.5 Critères de qualité (R5)

### 3.7.6 Exécution budgétaire

### 3.7.7 Recommandations

**C'était une programmation qui ne tenait pas compte du contexte local :** Les techniciens et chefs de chantier qualifiés sont très rares au Maniema. Nous avons dû choisir de ne pas nous disperser et de concentrer notre petit potentiel technique sur les captages de sources et la construction des réseaux d'eau.

L'écriture du projet de Kindu s'avère être un « copié-collé » de celui de Bukavu avec lequel il partage un budget commun, RDC 0708811. Est-il nécessaire de recommander d'étudier le contexte local avant de lancer un projet ?

-----



DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

## 4 Thèmes Transversaux

### 4.1 Genre

Le projet est sensible au genre puisque, après l'amélioration de la santé publique par l'accès à une eau saine, c'est l'amélioration de la vie des femmes et fillettes qui est recherchée. En effet, les femmes sont les premières bénéficiaires d'un accès à l'eau potable disponible sans effort et à proximité. Les femmes des quartiers périphériques de Kindu et surtout toutes celles de Kailo devaient cheminer longtemps pour la corvée de l'eau y consacrer plusieurs heures par jour.

Le Programme AEPA porte aussi une attention particulière à la représentativité des femmes dans les structures de gestion des ouvrages d'eau. Elles sont aussi prioritairement choisies pour la vente de l'eau aux Bornes Fontaines.

### 4.2 Environnement

Le projet AEPA de Kindu est construit de manière neutre pour l'environnement. Le prélèvement d'eau dans la nature a pris en compte la nécessité d'un prélèvement partiel (loi de la RDC) qui a permis de ne pas assécher de zone humide.

Il faut tout de même mentionner que l'idée de réseaux à fonctionnement gravitaire a dû être abandonnée par manque de relief favorable dans la zone ciblée. Les stations de pompage doivent produire leur électricité à partir de carburant fossile. La consommation moyenne est de 10 litres / jour pour réseau desservant 15-20 mille personnes. L'énergie physique économisée par les femmes dans l'objectif d'améliorer leur vie est maintenant fournie par la nature. C'est la même chose que quand vous prenez le bus ou votre voiture pour économiser la fatigue physique de la marche ou du vélo. Ceci porte, par exemple, la consommation moyenne d'un habitant de Kailo en carburant fossile, de zéro à 0,5 millilitre de carburant fossile par jour. On est encore loin des 10 litres quotidien statistiquement nécessaires pour la vie d'un Belge.

## 5 Décisions prises par la SMCL & Suivi

Décisions	Source	Acteur	Timing de décision	État
Changement budgétaire pour prolonger les travaux du BEP au-delà d'avril 2011	PV Cdp Kindu 1/11 & PV SMCL 4/11	BEP	Janvier 2011	Fait
Prolongation du fonctionnement du bureau BEP jusqu'en décembre 2011	PV Cdp Kindu 1/11 & PV SMCL 4/11	BEP	Janvier 2011	Fait
Prolongation de la présence de l'AT jusqu'en décembre 2011	PV Cdp Kindu 1/11 & PV SMCL 4/11	BEP	Janvier 2011	Fait
Préparation d'un projet de 3eme phase pour construire les réseaux Tokolote et Alunguli.	PV Cdp Kindu 1/11 & PV SMCL 4/11	Membres du CdP AEPA Kindu & BEP	Décembre 2011	Pas fait
Modification budgétaire pour permettre de repousser la fermeture du BEP	PV Cdp Kindu 1/11 & PV SMCL 4/11	BEP	Janvier 2011	Fait avril 2011
Proposition d'avenant financé par DGD pour étendre la phase 1 du projet afin d'accompagner les ASUREP et terminer certains travaux entamés.	PV SMCL 30/9/11	Resp de prog & DGD	Deadline 22 dec 2011	En cours

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

## 6 Leçons Apprises

Leçons apprises	Public cible
L'expérience de AEPA Kindu montre que la réalisation d'infrastructures hydrauliques au Maniema est très difficile. Les entreprises découvrent à leurs dépens les handicaps de cette Province. Seuls les travaux faits en régie ont abouti.	
La vitesse de traitement des dossiers de la cellule des Marchés Publics et sa distance avec les réalités de l'intérieur du pays sont généralement incompatibles avec le contexte de fonctionnement des entreprises de la RDC	Responsables de programme, Représentant résident
Le délai de soumission des offres pour les marchés de construction (tels que le RDC 914) à faire dans des zones reculées doit permettre aux entreprises éloignées (et étrangères) d'envoyer sur les lieux des personnes qualifiées et de leur laisser le temps de faire une étude de terrain précise. Sans cela, les offres sont bâclées et nécessairement surestimées, ou bien les sociétés sérieuses abandonnent le marché.	Bureau d'Exécution de Projet, Cellule des marchés publics, Cellule d'Appui Technique, Project Manager.
L'assistant technique international est constamment sollicité pour générer des documents administratifs ou financiers toujours « prioritaires » sur les opérations. Au final, Ceci le détourne de sa fonction principale d'accompagnateur et de formateur des personnels qu'il encadre. Sa mission de développeur est corrompue, voir annihilée par une charge administrative parfois rebutante qui ne correspond pas au titre officiel de sa fonction.	Direction de la CTB

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

## 7 Annexes

### 7.1 Cadre Logique

Voir les fichiers attachés :

Cadre logique RDC 0504312.pdf  
Cadre logique RDC 0708811.pdf

### 7.2 Activités M&E

- 1) Comité de pilotage tenu à Kindu le 27 janvier 2011.
- 2) SMCL tenue à Bukavu le 12 avril 2011
- 3) SMCL tenue à Kinshasa le 30 septembre 2011 (clôture RDC 0504312)
- 4) SMCL prévue à Kinshasa le 14 décembre 2011 (clôture RDC 0708811).

### 7.3 Rapport “Budget versus actuels (y – m)”

Voir les fichiers attachés :

Budget RDC0708811\_31 Oct. 2011.pdf  
Budget RDC0504312\_30 Nov 2011.pdf

### 7.4 Bénéficiaires

Au premier abord, la construction de réseaux d'eau potable est perçue comme un grand bénéfice pour tous. Public et Politiciens ont les mêmes commentaires de remerciement pour l'action des deux Etats qui leur viennent en aide. Mais en pratique et en regardant de plus près, on distingue localement 3 types de bénéficiaires :

**1) Le public général desservi en eau potable aux bornes fontaines :** Les gens sont très heureux de cette nouvelle facilité. Tous ont attendu l'eau sans trop y croire car ici, les promesses sont beaucoup plus nombreuses que les réalisations. Les habitants des quartiers Tokolote-Brazza et Alunguli, là où nous ne pouvons réaliser les infrastructures (voir le résumé chapitre 2), sont dans ce cas et attendent ainsi depuis 4 ans. Depuis 2007, ils ont vu des géomètres poser des bornes topographiques et faire des mesures, puis repartir avec leurs papiers. Des animateurs sont venus tenir des réunions et parler de réseaux gérés par les utilisateurs eux-mêmes. Des gens ont même été élus pour former ces associations ASUREP, ils ont suivi des formations et touché des « per diem » pour cela. Mais cela, tous les organismes internationaux le font depuis des années : ça paye bien ! Bien sûr on sait que la CTB a fait des gros travaux de captage pendant presque un an à Katoko, à 14 km de Kindu, que le réseau RVA, au pied de l'aéroport, est en fonction et offre une bonne eau, que l'eau

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

coule à Kailo et que le travail a été très bien fait. Mais pour ceux des quartiers abandonnés (100 mille habitants), rien à part l'espoir d'une solution proche. Position sceptique : attendre et voir.

**2)** Les futurs usagers qui se sentent lésés car leur terrain a été morcelé par un périmètre de protection de captage ou bien une canalisation traverse un terrain dont ils ont l'usage, mais pas la propriété :

Ces gens-là sont, au fond, très heureux d'avoir une borne fontaine près de chez eux ; mais ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour recevoir un dédommagement financier de la part du Gouvernorat, et même, au début des travaux, de la part de la CTB. En 2010, on a vu des gens commencer à construire un bâtiment chevauchant le futur passage (balisé) de la conduite d'eau dans l'idée de « gagner quelque chose ». Beaucoup de mauvaise foi, de médisance et de mensonges sont produits afin de nuire au projet, ce projet qui fait passer l'intérêt public avant le leur. En 2010, au quartier RVA, le feu a été mis à 2 reprises dans la végétation qui couvre le périmètre de captage des sources, des bornes cadastrales ont été arrachées ou brisées. On écrit des lettres de plainte adressées au Gouverneur, aux Ministres ou aux politiciens de leurs relations, on cherche l'argent, mais pendant ce temps madame allait chercher l'eau à la borne fontaine n°1 mise en service fin 2009. Lorsque ces gens ont épuisé tout recours, ils font « contre mauvaise fortune, bon cœur » et se range dans la catégorie n°1, celle des utilisateurs. Trois mois après la mise en service, les habitudes sont prises et les conflits éteints.

**3)** La dernière catégorie est la plus difficile car la position de ses membres n'est pas franche : Il s'agit des politiciens qui tournent avec le vent de leur intérêt personnel et des fonctionnaires qui cherchent l'argent. Ils ne peuvent s'afficher ouvertement contre le projet, ni le freiner sans risque : ils ont des instructions de niveau national et il serait mauvais pour leur carrière qu'on puisse un jour leur reprocher de s'être mis en travers d'un des 5 chantiers de l'Etat qu'est l'accès à l'eau potable. Les politiciens sont pourtant les premiers à revendiquer en public la paternité des nouveaux réseaux d'eau ! Mais en attendant, il y a peut-être à gagner en plaçant les dossiers au-dessous de ceux qui payent pour être servis en premier. Quant aux politiciens, cela les ennuie beaucoup de recevoir toutes ces lettres de riverains mécontents qui se plaignent du tracé de la conduite : c'est un projet qui leur crée des soucis et qui peut leur faire perdre des voix aux prochaines élections ! Eternel dilemme du politicien qui doit choisir entre le bien public et ses électeurs...

Un ancien conseiller du Gouverneur, maintenant Ministre provincial, a eu le mérite début 2010 de nous donner sa position : « Vous la CTB, vous nous amenez plus de problèmes que vous en résolvez ! ». L'ancien Gouverneur était par contre un partisan convaincu de notre projet. Il nous a toujours accordé des audiences rapidement et a visité nos chantiers. Le nouveau Gouverneur ne nous soutient pas et les délais de traitement imposés par ceux qui « traînent les pieds » nous portent préjudice.

### **Ville de Kailo : des bénéficiaires bien différents**

Pour Kailo, petite ville minière isolée en forêt, la vision du projet est différente et le public unique : c'est la première fois depuis l'Indépendance que des travaux publics sont réalisés. En 50 ans, la seule construction nouvelle (en matériaux durs) est la

DOCUMENT TYPE: Annual report	DOCUMENT TITLE : Rapport 2011 AEPA-KINDU	DOCUMENT OWNER : Jerome Gaviot AT / Project coordinator	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 1.0
---------------------------------	---	--	----------------------------------	------------------

maison de passage de l'ONG « Heal Africa ». Enfin, on pense à eux en hauts lieux !

Depuis notre première visite en octobre 2008, toutes les autorités se sont impliquées et ont facilité les opérations de légalisation des terrains et de protection du périmètre de captage. La construction des 2 routes pour accéder aux sources et au réservoir, dans le haut de la colline Mususa, le captage d'où l'eau coule à flots, la construction du réservoir, de la station de pompage, des bornes fontaines, puis en 2011, la pose des conduites en ville ont convaincu toute la population que la CTB irait au bout de ses promesses. Aucune force négative n'est donc apparue à Kailo et toute la population est heureuse de voir l'eau en ville.

## 7.5 Planification opérationnelle Q1-2012

Pas de planification 2012 puisque le projet RDC 0708811 est clôturé le 22 décembre 2011

## 6. CADRE LOGIQUE RDC 0504312

	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de Vérification	Hypothèses
<b>Objectif Global</b>	<b>Améliorer les conditions de vie des populations rurales et des périphéries urbaines en leur assurant un accès à l'eau potable et à l'assainissement</b>	1) Maladies d'origine hydrique diminuées de 70% chez population ciblée  2) Charge de la corvée de l'eau diminuée de 50% chez population ciblée  3) Coût du service de l'eau < ses bénéfices économiques	- Rapports zones de santé  - Enquêtes ex ante et ex post	- La situation politique se stabilise - La paix est consolidée - La sécurité alimentaire s'améliore et la situation financière des populations ne se détériore plus
<b>Objectif Spécifique</b>	<b>Permettre à près de 340.000 personnes réparties dans les zones du programme, notamment Kisenso et ses environs, Kindu et la zone rurale du Sud-Kivu de disposer d'eau potable et de recevoir une éducation aux bonnes pratiques de l'hygiène</b>	1.a) 16 systèmes d'eau construits alimentant environ 174.000 personnes 1.b) 15 autres systèmes construits à Kinshasa avec financements complémentaires alimentant environ 166.000 personnes 1.c) 22 études détaillées réalisées pour des réseaux supplémentaires  2) 23 structures communautaires de gestion gèrent les ouvrages et fournissent de l'eau potable pendant au moins 350 jours par an  3) Les Interfaces Techniques et d'Accompagnement (ITA) réalisent des études et des ouvrages suivant les normes et ont les capacités pour accompagner les communautés dans la mise en place des structures de gestion des ouvrages	- PV réception travaux - rapports projets BEP/CAC  - rapports ONG - rapports comités de gestion des systèmes d'eau  - rapport d'évaluation intermédiaire	- Le financement pour la réplication des expériences est trouvé - Les autorités locales et nationales appuient les expériences de la maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire - L'eau est exploitable et de qualité et quantité suffisante - Communautés motivées - Les pré-études sont suffisamment fiables - L'administration locale et les autorités locales sont motivées et prêtes à collaborer - La population regagne sa confiance dans les autorités et services locaux - Moyens financiers peuvent être mobilisés pour dispositifs d'assainissement

Résultats	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de Vérification	Hypothèses
<b>R.1.</b>	<b><i>Les systèmes d'eau (3 pour le projet Maniema/Kindu ; 10 pour le projet Sud-Kivu, 3 pour le projet Kinshasa), sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées, et des études sont réalisées pour une série de systèmes supplémentaires</i></b>	<b>1)</b> Les concepts et l'exécution des techniques répondent aux normes <b>2)</b> Le débit permet de fournir > 20 l/pers/jour (> 15 l/pers/jour pour Sud-Kivu) <b>3a)</b> Trois études pour alimenter 52.000 personnes supplémentaires sont réalisées dans le projet Maniema/Kindu <b>3b)</b> Onze études pour alimenter 122.000 personnes supplémentaires sont réalisées dans le projet Sud-Kivu <b>3c)</b> Quinze études pour alimenter 170.000 personnes supplémentaires sont réalisées dans le projet Kinshasa <b>4a)</b> Dans la région du Maniema/Kindu, l'aire de service des réseaux construit abrite environ 40.000 personnes <b>4b)</b> Dans la région du Sud-Kivu, l'aire de service des réseaux construit abrite environ 103.000 personnes <b>4c)</b> Dans la région de Kinshasa, l'aire de service des réseaux construit abrite environ 31.000 personnes <b>5)</b> Point d'eau à < 250 m pour la population ciblée <b>6)</b> Qualité d'eau selon normes OMS <b>7)</b> Coûts du service de l'eau < 5% du budget de ménage pour > 80% des familles <b>8)</b> Réseaux fonctionnels pendant > 350 jours/an <b>9)</b> Structures communautaires de gestion fonctionnelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- PV réception travaux</li> <li>- Rapports projets BEP et CAC</li> <li>- Enquêtes</li> <li>- Rapports Comités de Gestion</li> <li>- Visites in situ</li>   <li>- Etudes détaillées</li> <li>- Plans de recellement</li> <li>- Rapports Comités de Gestion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le budget pour la réalisation des infrastructures de la deuxième phase est trouvé à temps</li> <li>- L'eau des aquifères et des sources est exploitable et de qualité et quantité suffisantes.</li> <li>- L'accès aux pièces et matériaux de qualité est garanti</li> <li>- Les communautés sont motivées</li> <li>- L'administration locale et les autorités locales sont motivées et prêtes à collaborer</li> </ul>
<b>R.2.</b>	<b><i>Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau</i></b>	<b>1)</b> Les Comités des usagers appliquent leur règlement intérieur <b>2)</b> Le compte d'exploitation des comités est positif <b>3)</b> Les interruptions du service d'eau < 48 heures	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport des ONG</li> <li>- Rapport des Comités de Gestion</li> <li>- Rapport d'évaluation intermédiaire et finale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les communautés des trois zones d'intervention sont suffisamment motivées.</li> <li>- Les élections futures permettront de désigner des responsables des entités administratives responsables et impliqués</li> <li>- Le remplacement des responsables des entités administratives ne nuit pas à la</li> </ul>



				<p>continuité du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- On trouve suffisamment d'ONG et d'animateurs qui disposent d'assez de capacités.</li> </ul>
<b>R.3.</b>	<b><i>Les capacités des interfaces d'accompagnement et techniques sont renforcées</i></b>	<p>1) Au moins 3 ONG par région maîtrisent une méthodologie pour accompagner les usagers</p> <p>2) Au Sud-Kivu, 5 ONG maîtrisent les concepts techniques d'études et de réalisation de réseaux gravitaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'évaluation finale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il existe une bonne collaboration avec les autres acteurs qui accompagnent les ONG locales.</li> <li>- Pour Kindu – Maniema : Les ONG ou autres ITA des provinces limitrophes pourront transférer leurs compétences aux ONG de Kindu.</li> </ul>
<b>R.4.</b>	<b><i>Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées</i></b>	<p>1) &gt; 50% des usagers connaissent les risques liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement</p> <p>2) &gt; 25% des usagers évitent au moins 2 comportements à risque</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquêtes</li> <li>- Rapport d'ONG</li> <li>- Rapport centre de santé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des moyens financiers peuvent être mobilisés pour les dispositifs d'assainissement</li> </ul>
<b>R.5.</b>	<b><i>Les intervenants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sont inventoriés dans les 3 zones d'intervention.</i></b>	<p>1) La cartographie des intervenants est connue pour chaque zone d'intervention du projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Documents de cartographie par zone</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres</li> </ul>
<b>R.6.</b>	<b><i>Les textes et lois par rapport à l'eau sont connus et respectés par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.</i></b>	<p>1) Aucun des systèmes d'eau n'est confronté à des tracasseries de l'administration ou des autorités qui appliquent des règles abusives</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports des ONG</li> <li>- Rapports Comités de Gestion</li> <li>- PV Comités de Pilotage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres</li> </ul>
<b>R.7.</b>	<b><i>Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.</i></b>	<p>1) Cinq extraits (conférences, documents...) relatifs aux leçons du Programme</p> <p>2) 75% des intervenants dans le secteur en RDC connaissent au moins 2 de ces extraits</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Documents de capitalisation</li> <li>- Rapports d'évaluation intermédiaire et finale</li> <li>- Rapports de la CAC</li> <li>- PV de la SMCL</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres</li> </ul>

# Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC0504312

Project Title : **Programme pilote de réhabilitation et de développement des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement**

Budget Version: **I01**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2011

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	Expenses 2011	Total	Balance	% Exec
<b>A KIN EST</b>			587.584,75	161.741,02	<b>7.870,74</b>	169.611,76	417.972,99	<b>29%</b>
<b>01 Ressources humaines</b>			174.000,00	130.716,32	<b>6.333,56</b>	137.049,88	36.950,12	<b>79%</b>
01 Salaire Techn. AT International		REGIE	141.000,00	98.005,07	<b>0,00</b>	98.005,07	42.994,93	70%
02 Salaire RH Nationales		REGIE	33.000,00	32.711,25	<b>6.333,56</b>	39.044,81	-6.044,81	118%
<b>02 Bureau local / coût de l'action</b>			70.784,75	31.024,70	<b>1.503,18</b>	32.527,88	38.256,87	<b>46%</b>
01 Coût des véhicules et motos		REGIE	37.260,75	7.333,20	<b>1.503,18</b>	8.836,38	28.424,37	24%
02 Location de bureaux		REGIE	29.260,00	25.617,40	<b>0,00</b>	25.617,40	3.642,60	88%
03 Fournitures de bureau		REGIE	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	??%
04 Tel/fax, électricité/chauffage, maintenance		REGIE	4.264,00	-1.925,90	<b>0,00</b>	-1.925,90	6.189,90	-45%
<b>03 Autres coûts, services</b>			1.000,00	0,00	<b>34,00</b>	34,00	966,00	<b>3%</b>
01 Etudes et publications		REGIE	1.000,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	1.000,00	0%
02 Coût audits		REGIE	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	??%
03 Sensibilisation / formations		REGIE	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	??%
04 Conférences / séminaires		REGIE	0,00	0,00	<b>34,00</b>	34,00	-34,00	??%
<b>04 Les systèmes d'eau sont construits selon les règles de</b>			282.600,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	282.600,00	<b>0%</b>
01 Travaux		REGIE	273.600,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	273.600,00	0%
02 AT national Ingénieur		REGIE	9.000,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	9.000,00	0%
<b>05 Les usagers sont structurés et formés pour garantir la</b>			19.200,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	19.200,00	<b>0%</b>
01 Accompagnement		REGIE	19.200,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	19.200,00	0%
<b>06 Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise</b>			40.000,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	40.000,00	<b>0%</b>
01 Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise		REGIE	40.000,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	40.000,00	0%
<b>B KINDU</b>			1.683.643,00	913.334,02	<b>378.929,96</b>	1.292.263,98	391.379,02	<b>77%</b>
		<b>REGIE</b>	3.206.805,75	1.945.393,39	<b>445.470,57</b>	2.390.863,96	815.941,79	75%
		<b>COGEST</b>						
		<b>TOTAL</b>	3.206.805,75	1.945.393,39	<b>445.470,57</b>	2.390.863,96	815.941,79	75%



# Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC0504312

Project Title : **Programme pilote de réhabilitation et de développement des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement**

Budget Version: **I01**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2011

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	Expenses 2011	Total	Balance	% Exec
<b>01 Les systèmes d'eau sont construits selon les règles de</b>			1.026.043,00	473.596,19	<b>247.531,72</b>	721.127,91	304.915,09	<b>70%</b>
01 Accompagnement		REGIE	70.743,00	69.697,74	<b>0,00</b>	69.697,74	1.045,26	99%
02 Travaux		REGIE	732.500,00	192.959,77	<b>237.572,20</b>	430.531,97	301.968,03	59%
03 AT international Kindu/Kivu		REGIE	150.600,00	150.593,48	<b>0,00</b>	150.593,48	6,52	100%
04 At national ingénieur		REGIE	67.050,00	55.202,35	<b>9.959,52</b>	65.161,87	1.888,13	97%
05 Frais de consultance locale		REGIE	5.150,00	5.142,85	<b>0,00</b>	5.142,85	7,15	100%
<b>02 Les usagers sont structurés et formés pour garantir la</b>			124.600,00	65.218,35	<b>18.808,57</b>	84.026,92	40.573,08	<b>67%</b>
01 Accompagnement		REGIE	58.200,00	8.127,15	<b>10.910,10</b>	19.037,25	39.162,75	33%
02 AT national animation/formation		REGIE	51.400,00	42.936,21	<b>7.864,48</b>	50.800,69	599,31	99%
03 Formations, conférences, ateliers, etc.		REGIE	15.000,00	14.154,99	<b>33,99</b>	14.188,98	811,02	95%
<b>03 Les capacités des interfaces sont renforcées</b>			13.000,00	701,79	<b>1.113,35</b>	1.815,14	11.184,86	<b>14%</b>
01 Accompagnement		REGIE	12.000,00	519,87	<b>1.113,35</b>	1.633,22	10.366,78	14%
02 Formations, conférences, ateliers, etc.		REGIE	1.000,00	181,92	<b>0,00</b>	181,92	818,08	18%
<b>04 Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorée</b>			38.700,00	17.760,34	<b>15.225,68</b>	32.986,02	5.713,98	<b>85%</b>
01 Accompagnement		REGIE	13.000,00	5.948,70	<b>1.205,20</b>	7.153,90	5.846,10	55%
02 Réalisation latrine, puits perdus		REGIE	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	??
03 At national ingénieur		REGIE	25.700,00	11.811,64	<b>14.020,48</b>	25.832,12	-132,12	101%
<b>05 General means Kindu</b>			461.300,00	356.057,35	<b>96.250,64</b>	452.307,99	8.992,01	<b>98%</b>
01 Personnel local		REGIE	137.250,00	99.624,22	<b>32.504,29</b>	132.128,51	5.121,49	96%
02 Véhicules Kindu		REGIE	30.000,00	29.995,43	<b>0,00</b>	29.995,43	4,57	100%
03 Fonctionnement et entretien 4x4		REGIE	43.100,00	30.620,28	<b>12.398,15</b>	43.018,43	81,57	100%
04 Assurances véhicules		REGIE	2.400,00	1.385,07	<b>389,56</b>	1.774,63	625,37	74%
		<b>REGIE</b>	3.206.805,75	1.945.393,39	<b>445.470,57</b>	2.390.863,96	815.941,79	75%
		<b>COGEST</b>						
		<b>TOTAL</b>	3.206.805,75	1.945.393,39	<b>445.470,57</b>	2.390.863,96	815.941,79	75%

# Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC0504312

Project Title : **Programme pilote de réhabilitation et de développement des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement**

Budget Version: **I01**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2011

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	Expenses 2011	Total	Balance	% Exec
05 Location bureau		REGIE	27.000,00	18.860,33	<b>5.645,61</b>	24.505,94	2.494,06	91%
06 Consommable bureau, communication		REGIE	98.450,00	86.856,73	<b>20.175,43</b>	107.032,16	-8.582,16	109%
07 Voyage et frais de séjour		REGIE	79.000,00	61.698,57	<b>25.015,68</b>	86.714,25	-7.714,25	110%
08 Mobilier matériel ordinateur outils		REGIE	24.700,00	24.656,94	<b>121,92</b>	24.778,86	-78,86	100%
09 groupe électrogène 20 KVA		REGIE	9.400,00	2.359,78	<b>0,00</b>	2.359,78	7.040,22	25%
10 Suivi CNAEA, SMCL		REGIE	10.000,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	10.000,00	0%
<b>06 Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise</b>			<b>20.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20.000,00</b>	<b>0%</b>
01 Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise		REGIE	20.000,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	20.000,00	0%
<b>C SUD KIVU</b>			<b>632.201,00</b>	<b>629.034,27</b>	<b>7.581,06</b>	<b>636.615,33</b>	<b>-4.414,33</b>	<b>101%</b>
<b>01 Les systèmes d'eau sont construits selon les règles de</b>			<b>329.060,00</b>	<b>327.174,47</b>	<b>0,00</b>	<b>327.174,47</b>	<b>1.885,53</b>	<b>99%</b>
01 Accompagnement		REGIE	51.000,00	50.977,59	<b>0,00</b>	50.977,59	22,41	100%
02 Travaux		REGIE	185.760,00	187.378,69	<b>0,00</b>	187.378,69	-1.618,69	101%
03 AT International Kindu Kivu		REGIE	35.000,00	31.760,55	<b>0,00</b>	31.760,55	3.239,45	91%
04 At national ingénieur		REGIE	37.300,00	37.120,31	<b>0,00</b>	37.120,31	179,69	100%
05 Frais de consultance locale		REGIE	20.000,00	19.937,33	<b>0,00</b>	19.937,33	62,67	100%
<b>02 Les usagers sont structurés et formés pour garantir la</b>			<b>72.000,00</b>	<b>66.628,80</b>	<b>2.508,16</b>	<b>69.136,96</b>	<b>2.863,04</b>	<b>96%</b>
01 Accompagnement		REGIE	13.000,00	11.850,56	<b>781,52</b>	12.632,08	367,92	97%
02 At national animation/formation		REGIE	29.500,00	26.074,22	<b>1.352,04</b>	27.426,26	2.073,74	93%
03 Formations conférences ateliers		REGIE	29.500,00	28.704,02	<b>374,60</b>	29.078,62	421,38	99%
<b>03 Les capacités des interfaces sont renforcées</b>			<b>11.700,00</b>	<b>11.296,30</b>	<b>0,00</b>	<b>11.296,30</b>	<b>403,70</b>	<b>97%</b>
01 Accompagnement		REGIE	2.600,00	2.195,56	<b>0,00</b>	2.195,56	404,44	84%
02 Formations conférences ateliers etc.		REGIE	9.100,00	9.100,74	<b>0,00</b>	9.100,74	-0,74	100%
		<b>REGIE</b>	<b>3.206.805,75</b>	<b>1.945.393,39</b>	<b>445.470,57</b>	<b>2.390.863,96</b>	<b>815.941,79</b>	<b>75%</b>
		<b>COGEST</b>						
		<b>TOTAL</b>	<b>3.206.805,75</b>	<b>1.945.393,39</b>	<b>445.470,57</b>	<b>2.390.863,96</b>	<b>815.941,79</b>	<b>75%</b>

# Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC0504312

Project Title : **Programme pilote de réhabilitation et de développement des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement**

Budget Version: **I01**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2011

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	Expenses 2011	Total	Balance	% Exec
<b>04 Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées</b>			4.300,00	4.583,88	<b>0,00</b>	4.583,88	-283,88	<b>107%</b>
01 Accompagnement		REGIE	700,00	683,18	<b>0,00</b>	683,18	16,82	98%
02 Réalisation latrines, puits perdus		REGIE	0,00	11,53	<b>0,00</b>	11,53	-11,53	??%
03 At national ingénieur		REGIE	3.600,00	3.889,17	<b>0,00</b>	3.889,17	-289,17	108%
<b>05 General means Sud Kivu</b>			215.141,00	219.350,82	<b>5.072,90</b>	224.423,72	-9.282,72	<b>104%</b>
01 Personnel local		REGIE	72.541,00	74.811,08	<b>37,77</b>	74.848,85	-2.307,85	103%
02 Véhicules Sud Kivu		REGIE	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	??%
03 Fonctionnement et entretien 4x4		REGIE	19.000,00	20.787,34	<b>179,08</b>	20.966,42	-1.966,42	110%
04 Assurances véhicules		REGIE	1.000,00	942,85	<b>0,00</b>	942,85	57,15	94%
05 Location bureau		REGIE	32.800,00	35.106,71	<b>-5.671,39</b>	29.435,32	3.364,68	90%
06 Consommables bureau, communication		REGIE	45.000,00	49.624,94	<b>627,12</b>	50.252,06	-5.252,06	112%
07 Voyages et frais de séjour		REGIE	43.500,00	36.683,44	<b>9.900,32</b>	46.583,76	-3.083,76	107%
08 Mobilier matériel ordinateur outils		REGIE	1.300,00	1.394,46	<b>0,00</b>	1.394,46	-94,46	107%
09 Groupe électrogène 20 KVA		REGIE	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	??%
<b>Z UGP</b>			303.377,00	241.284,08	<b>51.088,81</b>	292.372,89	11.004,11	<b>96%</b>
<b>01 Frais généraux UGP</b>			303.377,00	241.044,27	<b>51.088,81</b>	292.133,08	11.243,92	<b>96%</b>
01 At International CAC		REGIE	76.500,00	76.342,07	<b>19,50</b>	76.361,57	138,43	100%
02 AT National responsable CAC		REGIE	44.000,00	20.705,14	<b>20.205,29</b>	40.910,43	3.089,57	93%
03 Personnel local kinshasa/ CAC 50%		REGIE	70.000,00	47.967,49	<b>18.169,39</b>	66.136,88	3.863,12	94%
04 Personnel local CAC (chauffeur, entretien, etc)		REGIE	58.353,50	46.559,72	<b>12.370,66</b>	58.930,38	-576,88	101%
05 Consultant expatrié (frais incl)		REGIE	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	??%
06 Capitalisation et dissémination		REGIE	16.408,50	13.657,84	<b>289,98</b>	13.947,82	2.460,68	85%
		<b>REGIE</b>	3.206.805,75	1.945.393,39	<b>445.470,57</b>	2.390.863,96	815.941,79	75%
		<b>COGEST</b>						
		<b>TOTAL</b>	3.206.805,75	1.945.393,39	<b>445.470,57</b>	2.390.863,96	815.941,79	75%

# Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC0504312

Project Title : **Programme pilote de réhabilitation et de développement des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement**

Budget Version: **I01**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2011

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	Expenses 2011	Total	Balance	% Exec
07 Evaluation		REGIE	19.000,00	18.739,50	<b>33,99</b>	18.773,49	226,51	99%
08 Audit		REGIE	15.000,00	13.931,49	<b>0,00</b>	13.931,49	1.068,51	93%
09 Solde formulation		REGIE	4.115,00	3.141,02	<b>0,00</b>	3.141,02	973,98	76%
<b>99 Conversion rate adjustment</b>			0,00	239,81	<b>0,00</b>	239,81	-239,81	<b>?%</b>
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	239,81	<b>0,00</b>	239,81	-239,81	?%

<b>REGIE</b>	3.206.805,75	1.945.393,39	<b>445.470,57</b>	2.390.863,96	815.941,79	75%
<b>COGEST</b>						
<b>TOTAL</b>	3.206.805,75	1.945.393,39	<b>445.470,57</b>	2.390.863,96	815.941,79	75%

